

De la réunion, fin octobre à Rabat, des chefs d'Etat arabes à la réception éblouissante du chef de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, pour l'Assemblée générale des Nations unies ; du refus de la conférence générale de l'UNESCO de « situer » Israël dans une « région du monde » ; à l'admission de l'O.I.P. comme observateur permanent à l'ONU et au vote par l'Assemblée générale d'une résolution consacrant le droit des Palestiniens à l'autodétermination ; à l'indépendance et à la souveraineté nationale : la résistance palestinienne a remporté une série de succès spectaculaires.

droit du peuple palestinien à l'existence est reconnu par des institutions internationales — lesquelles, du reste, n'ont pas encore appris à le concilier avec celui du peuple israélien. Le fait oational palestinien a pris corps aux yeux de l'opinion mondiale. Demain la Palestine. Le débat peut enfin être ouvert.

Hier encore, un an à peine après la guerre israélo-arabe d'octobre, les rumeurs d'une reprise imminente des hostilités armées se faisaient de plus en plus insistantes. Ce spectre paraît, pour l'heure, écarté. Mais la situation demeure instable.

La troisième phase

l'aire de la résistance pour faire échouer ces plans de « pacification », afin qu'un pouvoir national et légitime puisse être édifié en Cisjordanie et à Gaza. L'objectif prioritaire est de tordre l'arsal à l'occupation israélienne. L'absence de reconnaissance de la résistance est constatée que cet objectif n'est pas réalisable à court terme. L'absence de reconnaissance de la résistance est constatée que cet objectif n'est pas réalisable à court terme. L'absence de reconnaissance de la résistance est constatée que cet objectif n'est pas réalisable à court terme.

**L'objectif prioritaire
de l'O.L.P. est de forcer
Israël à évacuer
les territoires occupés**

Des succès non décisifs

qui sévit dans la plupart des pays non pétroliers. Ainsi, les pressions intérieures auxquelles est soumis le président Sadate seraient intolérables si elles n'étaient pas atténuées par les succès remportés par la résistance avec le concours de l'Égypte.

*La résistance doit apprendre
à présenter aux juifs
des perspectives de solution
réelle et de lutte commune*

[illegible][illegible]

Après avoir appris à s'adresser à l'opinion publique internationale, la résistance palestinienne doit maintenant s'adresser aux dirigeants juifs et leur présenter une solution aux problèmes dans lesquels ils se débattent. Si le « programme en dix points » a servi de base à l'offensive diplomatique dans la mesure où, en prenant appui sur les principes de droits accessibles, susceptibles d'être acceptés par la majorité des Etats, la résistance est aujourd'hui confrontée à la nécessité de définir, à partir de la thèse de l'« Etat démocratique laïc en Palestine », un nouveau programme qui pourrait offrir aux juifs une solution réelle à leurs problèmes et servir de plate-forme à une lutte

Rappelons que la première phase, ouverte en 1985 avec le déclenchement de la lutte armée, avait eu pour axe le rassemblement du peuple palestinien dispersé dans l'exode, son unité nationale, sa mobilisation générale autour des mots d'ordre de la résistance, ainsi que, surtout, le développement de l'action armée qui s'était révélée comme le principal élément moteur de la révolution et comme le moyen à

(3) Le 10 août 1973, Israël avait annoncé que trente-cinq nouveaux villages « allaient être installés dans la vallée du Jourdain, sur le Golan et près de Rafah, au sud de Gaza. Quarante-cinq villages-colonies avaient été sur pied depuis juin 1967.

(4) Le 28 août 1973, M. Ezer Weizman, alors ministre israélien du commerce, avait déclaré que les territoires occupés et Israël formaient une seule entité économique.

Le 47 des mois de
En raison des grèves des postiers, le 47 des mois de
a regroupé ses numéros de novembre et décembre.


Au sommaire :

- L'autonomie kurde ;
- Le sommet de Rabat ;
- Arabes à l'ONU ;
- A propos du vingtième anniversaire de l'indépendance, une interview de S. d'Algérie en France ;

ANCE
RES

ment au monde arabe
 novembre-décembre
 la revue France - Pays arabes
 et décembre sous le n° 47.

Imprimerie
du « Monde »
6, r. des Mathématiques
PARIS-IX



Reproduction interdite de tous droits

Début d'une bande dessinée
par Naman Zakri et
EN VENTE en France dans les priocet
co Algérie, au Maroc, en Tunisie et
Spécimen s
ASSOCIATION DE SOI
12-14, rue Aogereau, 75007 PARIS

l'histoire de la Palestine,
an-Marie Ruffieux.
Librairies et drugstores (prix : 4 F),
Liban.
Commande à :
RITE FRANCO-ARABE
Tél. : 555-27-52

M. Robert Fenaux, secrétaire général de l'Union des associations internationales, a présenté à la presse le 23 octobre l'Annuaire des organisations internationales 1974, nouvelle édition so française du Yearbook of International Organizations que publie depuis seize ans l'Union des Associations internationales.

Résultat d'enquêtes et de questionnaires dont les données ont été traitées par ordinateur, cet ouvrage répertorie et donne des informations détaillées sur plus de 4 000 associations internationales, intergouvernementales ou non gouvernementales.



La fascination intellectuelle du colonialisé ne se suffit pas à elle-même. Elle doit être nourrie, entretenue par l'effort qui est fait à cette fin par les médias modernes de communication et de publicité. Cette propagande sait éviter les pièges grossiers du slogan brutal et de l'effluve toposéque. Insidieuse, elle se dépeint dans les universités, la presse, la télévision, le cinéma, les sciences humaines et, au nom de la libre circulation des idées, elle les conclut à son gré se vau d'imposer un modèle culturel qui charnie avec lui les dogmes politiques, les conceptions économiques, les schémas sociaux. L'habileté pour servir les intérêts de la puissance dominiante. Et cette propagande n'est pas neuve; bien au contraire, elle est source de profits car elle s'exprime par des canaux

Cette autre entreprise de soumission des esprits, et à travers elle contre cette politique d'acceptation de ressources multinationales, les peuples doivent se garder d'une double tentation : celle de se laisser aller à une révolte contre tout apport extérieur, celle d'un « sous-impérialisme » qui exaspérât des groupes faibles et les poussât à une lutte aveugle contre une telle-culture coloniale ou semi-coloniale. La France n'a pas su échapper à ces deux pièges. Et elle a subi les conséquences de sa double erreur : ouverture à toutes les cultures qui s'épousonnaient utilement à l'intérieur qu'à l'extérieur dans les frontières nationales. A commencer par la culture elle-même, qui a été le plus grand préparatif à l'insuccès des notions. Pour se prendre d'un exemple récent, au Chili, le fascisme n'a pas été importé par les militaires, mais par la classe moyenne (c) (double c) n'avait le chemin pour le faire les militaires, pour les services de l'Etat, pour les universités, pour les collèges, pour les collèges et des universités.

Les mécanismes de la domination internationale

(Lire la suite page 5.)

**L'édition française
gagnée par le pouvoir de séduction
du modèle américain**

Métamorphoses d'une industrie de la pensée ?

L'EMPIRE américaine sur la culture française n'a cessé de s'élargir au cours de la dernière décennie : de la même manière que l'*American way of life* s'est imposé en matière de consommation, l'*American way of thinking* gagne du terrain de jour en jour. Mais à la différence du secteur industriel, les Etats-Unis, dans le domaine culturel, n'ont guère besoin de prendre des participations financières pour conquérir le monde. Ils disposent, sur place, d'efforcées alliés tout disposés à propager la bonne parole américaine. Et les intellectuels de gauche ne sont pas les moins à même de servir la cause du Nouveau Monde.

Ainsi, c'est M. Jean-François Revel qui, fait le prophète de la nouvelle révolution américaine dans *Ne s'en va pas* ! Je salue : M. Edgard Morin qui vante les charmes du paradis retrouvé dans son *Journal de Californie*. Dans l'édition, souffre un fort *avant-d'Amériqueisme* et les États-Unis pour plus besoin de connaître la collection "Vest-Ouest" chez Sepehrs pour faire de la civilisation américaine. Les éditeurs français ont pris d'eux-mêmes le relais. Pour augmenter leur chiffre d'affaires, ils ont en quelque sorte des best-sellers américains. Pendant que l'éditeur français professionnel des éditeurs

Quelques ouvrages

- Comité des relations extérieures du Sénat des États-Unis : U.S.A. appropriations authorization fiscal year 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648,

Revises
e Communication y cultura.
dition Galerna, Talcahuano
33, Buenos-Aires, Argentine
publification latino-americaine
araisant tous les trois mois
e Journal of Communication.
University of Pennsylvania,
iladelphie 'trimestriel',
e Marxisme et the mass
e Communication y cultura.
graphy, International, Mass Media
Research Center, P.O. Box
50, New-York : relevé bibliob
ographique publié tous les
quatre mois.

américains, est devenu la bible de leurs homologues français. Là, on espère toujours trouver le titre miraculeux susceptible de donner un coup de fouet à la vente. C'est M. Robert Laffont, dont la maison d'édition est une filiale à participation minoritaire du groupe Time-Life, qui se spécialise dans la publication des livres vedettes américains. Mais il n'est pas le seul : M. Jean-Claude

La Mecque des éditeurs de journaux

Que les traductions anglaises soient les ouvrages anglais (ou 25 % de traduction) est une décision qui a été prise par le comité en 1971, soit cinq ans de l'adoption de la loi sur le droit de traduction. Les États-Unis étant le premier producteur de livres, ce qui est plus discuté, c'est la question de la répartition du pourcentage. On se trouve en train de s'aligner sur les autres pays, qui ont des pourcentages de pondération accordés aux dernières années à la « non-fiction » aux dépens de la fiction. C'est la conséquence de l'acceptation du modèle anglo-saxon. L'apparition des *mega-books*, ou livres de poche, est un phénomène typiquement américain. On ne peut pas dire que ce soit le changement de mentalité de certains auteurs de grande doctrine, mais il y a eu une certaine dévaluation des revenus résultants de la vente de livres de poche. On a vu apparaître de nouveaux droits de traduction aux États-Unis et si donc certains auteurs américains se sont sentis lésés, ils ont pu aller chercher ailleurs, dans des pays susceptibles d'intéresser le marché américain. Si l'on y prend garde, on se rend compte que la situation n'est pas si catastrophique qu'elle paraît. On ne peut pas dire que la situation soit catastrophique, ou que les manuscrits ne sont acceptés que s'ils ont d'abord trouvé

Par JEAN-CLAUDE TEXIER *

Lattès aurait-il pu lancer les Editions spéciales sans les capitaux américains qui financent les éditions Williams, qu'il anime également ? M. Pierre Belfond aurait-il pu développer sa maison sans le succès de *Love Machine* de Jacqueline Susen ?

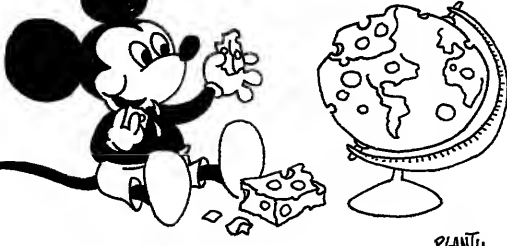
III^e République, les journaux ne deviennent l'emanation de groupes de pression étrangers, elle a empêché les Américains d'investir dans ce secteur. D'ailleurs, ils ne l'ont jamais vraiment souhaité, car, à leurs yeux, les taux de rentabilité des périodiques français demeurent beaucoup trop médiocres. Sami Mo-

Déjà en 1940, M. Jean Prouvost, pour lancer *Match*, s'était inspiré de l'exemple de *Life*. Quant à son *Pers* Sor, il imitait le *Daily Express* américain. Ainsi, après avoir été le premier du monde à publier le 1^{er} tirage, il mettait à la remorque des autres. C'est la seconde guerre mondiale qui lui va faire découvrir aux journalistes français les médias américains. En 1945, il s'installe à Paris, certains d'entre eux émigrés à New-York. Ainsi, Pierre Lazareff travaille au *Daily Mirror* et Mme Hélène Gerson-Lazareff au *Washington Post*. De son séjour américain, Pierre Lazareff retient, entre autres, le modèle de *Citizen Kane* et ce goût du spectaculaire de la presse américaine qu'il va faire passer dans *France-Sor*. De même, la femme professeur d'exploration dans la presse féminine s'inspire d'une femme écrivain.

publics sont fascinés de la manière par les techniques et les valeurs importées.

La IV^e République, en définitive, est devenue incompatible avec l'idée d'un journalisme indépendant, américain en matière de presse. Mais les journaux, dans les années 60, ont besoin d'un sang nouveau. Les magazines du genre *«L'Espresso»* ou *«Le Nouvel Observateur»* ont le rôle de l'apparition de la télévision : les journaux d'opinion ont mal supporté la fin de la guerre d'Algérie. C'est à la fin de 1964 qu'ils s'opèrent la révolution. Ils ont copié les idées des deux premiers magazines français, *«L'Espresso»* et *«Le Nouvel Observateur»*, les médias parisiens entrent dans l'orbite du schéma américain. Ils ont copié le schéma américain, explicitement la filiation américaine. Il se veut à l'image de *Time* et croit possible d'implanter en France cette formule américaine de presse hebdomadaire.

En France, cette formule américaine a été copiée par les journaux de gauche, qui ont dépassé la gauche de l'Algerie.



Graw Hill a lancé en France, dans les années 60, plusieurs publications spécialisées dans la médecine et l'architecture. De plus, ce puissant groupe contrôle une maison d'édition, Ediscience, et a une forte participation (49 %) dans le capital de Technic Union qui édite le mensuel économique L'Économiste.

Certes, l'adoption d'une formule américaine n'implique pas en elle-même l'adoption de son contenu idéologique. Il est pourtant vrai que parfois certains individus et certains

Une nouvelle race de gestionnaires

La relance de l'hebdomadaire a été préparée par une enquête de trois mois aux Etats-Unis. Dès le départ, l'hebdomadaire est positionné, selon la méthode américaine en fonction d'une cible susceptible d'intéresser les publicitaires : il cherche à toucher les cadres vivant en milieu urbain. En journal poli-

lègue les abonnements et de nombreux *mailings* les proposent avec de fortes réductions de tarif. De vastes campagnes de promotion par radio et par affichage contribuent à la faire connaître le journal. Toutes les techniques américaines de *marketing* sont reprises pour imposer un journal qui est désormais vendu comme

* Auteur, avec Emmanuel Derieux, de la Presse quotidienne française (Armand Colin, Paris, 1974).

Les Gallo-Ricains

Aberrations d'un nouveau conformisme

Par HENRI GOBARD *

« Je ne sais pas ce que c'est que
l'étranger. »
(Jean-Jacques Servan-Schreiber.)

e L'otlantisme n'o rien de honteux.
(Alfred Fabre-Luce.)

ALERY (1) a écrit que l'Europe aspirait véritablement à être gouvernée par une

critiques

De la parole manquée aux bombardements terroristes

PAR ROGER PINTO*

[illegible][illegible][illegible]

Un diplomatate retors

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

les buts fondamentaux de l'accord d'octobre, nous disposons de deux

Un quatrième point, de pure technique juridique, consiste à rétablir dans certains articles du document les références pertinentes aux clauses des accords de Genève.

Plus grave encore est leur mépris des conventions de la Croix-Rouge de Genève et du droit international humanitaire. Le gouvernement des Etats-Unis est, et se reconnaît, lié par un principe fondamental de ce droit, l'interdiction de diriger des opérations armées contre la population civile. De ce principe découlent notamment la règle de proportionnalité et l'interdiction des bombardements terroristes.

La règle de proportionnalité a été énoncée et réaffirmée à maintes

A plusieurs reprises, au cours de la guerre d'Indochine, les gouvernements américains ont donné l'ordre à l'aviation de bombarder les villes. C'est ainsi qu'en 1968, Nixon de 1970 à 1972, ont autorisé des bombardements systématiques qui constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. C'est pourquoi l'interdisciplinaire de l'université Cornell en a dressé le tragique bilan arrêté au début de 1972. Les États-Unis ont ainsi versé au Vietnam 6 300 000 tonnes de bombes, soit trois fois le tonnage total d'explosifs utilisés en Europe, en Afrique et en Asie pendant la seconde guerre mondiale. Au cours de l'année 1972, le cap des 7 millions de tonnes a été largement dépassé, et ce tonnage continuera à plus ou moins grande échelle à être largué en 1975 sur Hiroshima et Nagasaki. L'évaluation des victimes civiles est plus difficile. Cinq millions de paysans des zones rurales du Vietnam du Sud ont été exposés aux bombardements aéroportés ou aux chasses de

(11) *Discours du haut-commissaire Litzauer : les Armées de la libération ont le droit de faire la guerre*, 1972, p. 10.

(12) *Sur les références, cf. notre ouvrage* *La guerre d'Indochine*, op. cit., chapitre IV, « La conduite des opérations armées », Parol, Paris (1972).

(13) *Le Monde*, 23 juillet 1972, L. 566.

(14) *Le Monde*, 23 juillet 1972, L. 566.

[illegible][illegible][illegible]

Professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

ARMORIAL
GRAVEUR

un décor de brunois par ARMORIAL
naoquin vert et rouge décor et de styl

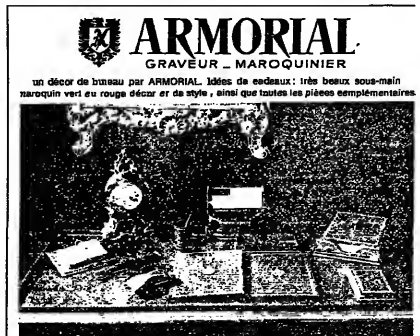


**95, FAUB° ST-HONORE
27^{ME}, BOUL° RASPAIL - PARIS**

Memorial
— MAROQUINIER —
des de cadeaux : très beaux sous-main
animaux que toutes les pièces complémentaires.



25, AV. VICTOR-HUGO
DES DES CONGRÈS P^{TE} MAILLOT
IS



98, FAUB⁹ ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO
27^{ES}, BOUL⁹ RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS P^{TE} MAILLOT
PARIS

LA SUÈDE

Modèle de démocratie ?

Des droits mieux assurés
des inégalités très atténuées
et pourtant
de nombreux citoyens
se sentent tenus
à l'écart du pouvoir

Reportage de MAURICE MASCHINO et FADÉLA M'RABET

Concert, paix sociale, socialisme, justement, qui respecterait les libertés fondamentales de l'individu, tout en assurant le primat du bien collectif, modèle qui fait rêver à la fois les gens de gauche « réalistes » et les gens de droite intelligents : pendant neuf mois de l'année, dans les bureaux de Thiviers, et à l'été de ce jour où la parole du « continent », la Suède n'est-elle pas un peu, pour bon nombre de nos contemporains, ce qu'étaient les Indes pour les Européens du seizième siècle : le lieu où se projettent nos fantasmes et s'accomplissent nos rêves ? Mais nous ne sommes qu'à deux siècles ; ne va-t-elle pas elle-même au-devant de nos songes quand, par la voix de ses responsables, elle se présente non pas comme un modèle — les Nordiques n'ont pas la fatidique des Latins, — mais, comme une expérience réussie ? Le bien-être et l'égalité des citoyens déjà assurés, les droits de la personne humaine depuis longtemps garantis, ne se proposent-ils pas aujourd'hui d'instaurer la démocratie dans un bastion qui, jusqu'à présent, lui échappait ? L'année ? C'est l'identité qu'environ quarante-deux ans de pouvoir la social-démocratie vient de se fixer ; mais où elle les moyens de l'État ? Et si les bases économiques du « socialisme » suédois sont encore incertaines, les acquis antérieurs — la démocratie sociale, la démocratie politique — sont-ils aussi bien établis qu'on le croit habituellement ?

DES plantes vertes arment le hall d'entrée ; sur les murs, des paysages évoquent le compagnon tout proche, et le moquette, dorée, les feuilles d'automne. « Si vous plaît... » Panton bar, pull jaune fermé, un secrétaire nous introduit dans le bureau du directeur.

Murs blancs, bibliothèque sombre, en chêne massif, deux ou trois téléphones et des piles de dossiers sur une grande table : la place à quelque chose d'extraordinaire — de personnel — la souris bienveillante de M. Per Urban Hjärne dit vite ce sentiment. Le barreau n'est-il pas communautaire ? Et M. Hjärne, à coup sûr, est un patron heureux.

« Notre objectif, nous appliquons — et, en cela, nous suivons — la lettre des directives gouvernementales, — est de promouvoir la démocratie dans l'entreprise, tout en élargissant la productivité. Je crois bien que nous y sommes parvenus... »

Jusqu'ici, ce bureau d'études — qui reçoit les inventeurs de toute sorte, examine leur projet, et se charge, éventuellement, de le faire breveter — était un bureau comme les autres : infirme, sans couleur, sans chaleur, où les employés s'ennuyaient et produisaient au minimum. Tout a changé du jour où la participation est devenue un mot d'ordre, et où des équipes d'ingénieurs-conseils, de psychologues, de sociologues et de physiologistes ont lancé sur le marché un ensemble de techniques — déjà éprouvées aux États-Unis — susceptibles de contribuer à la « démocratisation » du travail.

Vient platée, blanc, ciel, sable d'or, jaune-orange, les bureaux sont égreusement émaillés ; rideaux, tapis, lampes, plantes, fleurs, tout, jusqu'aux machines à écrire, elles-mêmes bleues ou jaunes claires, est « individualisé » ; chaque employé dispose d'un coin-coin, de table, de bureau, deux ou trois fauteuils... où il peut se reposer... sans perdre de temps. « Quand une machine a travaillé deux heures, dit M. Hjärne, il est normal qu'elle ait envie de se détendre ; et tout se présente un café, elle peut rester tranquillement, assise dans son fauteuil, et qu'elle vienne de travailler... Il est difficile d'imaginer combien l'atmosphère a changé ; jadis négligées, les employées assignent leur mine, qu'elles accordent ou déçoivent, certains sont même allés jusqu'à transformer leur appartement, se s'inspirent de ce qui a été fait ici... »

Un bureau où l'on est chez soi, un chez-soi où l'on est comme au bureau : comment s'y retrouver et ne pas égarer, dans son chez-soi-bureau, le désir insatiable de poursuivre son travail ? L'ennui, rétrograde, est satisfait. M. Hjärne : la productivité s'est élevée, l'absentéisme a baissé ; les employés s'adaptent tellement à l'entreprise que le politique est devenu presque sans objet : il s'autocontrôle et se contrôle les uns les autres. Syndicats ? Non. A quel bon ? Les différends, quand il y en a, se règlent à l'amiable. Ici, nous formons une grande famille.

M. Hjärne ne craint-il pas que ses méthodes, qu'il soigne, assurement, certains besoins — on est bien assis, on jouit d'un éclairage qui ne fatigue pas... — contribuent moins à libérer les travailleurs qu'à les endormir, et que, en guise de démocratie, on ait un bel exemple de paternalisme subtil ? M. Hjärne nous regarde, stupéfait, mais déjà l'ingénieur-conseil qui l'assiste déplace ses yeux vers les photos d'une usine qui vient d'être transformée selon ses mêmes conceptions : « Préférez-vous des services situés par le bruit, couverts de goudron, couverts par la foudre ?... Mais regardez plutôt... » La cogit-douche, minable, est devenue une salle de bains, luxueuse, avec, dans une pièce attenante, une pendule, une commode en bois blanc, un canapé ; le réfectoire, une salle à manger où, à l'heure du repas, on se regroupe, propre et parfumé, autour de petites tables ornées de fleurs ; l'atelier, une sorte de salon — moquette, éclairage indirect, tables ondulantes... où le personnel (il y a des machines, quand même...) peut se déplacer ; de sa cabine, le contremaître peut, à la fois, surveiller les travailleurs et contempler les nus érotiques qui l'environnent... »

« Inaugurée au novembre dernier, précise l'ingénieur-conseil, l'usine Faga System AB, à Strömstad, est un modèle de démocratie : l'année s'y sent chez lui, il n'a retrouvé sa dignité

d'homme, il est l'égal d'un employé satisfait, il produit davantage... »
L'entreprise de M. Hjärne, l'usine de Strömstad, l'usine Volvo, à Kalmar, où le travail à la chaîne a été supprimé, sont encore des exceptions ; mais, si l'amélioration des conditions de travail y est incontestable — et l'on ne voit pas ce non de quel populisme, ou de quel mégalisme, on serait fondé à la contester, — ces expériences prouvent les limites dans lesquelles la promotion ouvrière peut s'accomplir, si le système se maintient tel quel ; et, plutôt, elles illustrent à l'évidence comment un projet — la production démocratique — risque de se transformer en son contraire, quelles distorsions il subit quand il tente de se réaliser dans une société où 90 % des moyens de production appartiennent au secteur privé — plus précisément, où dix-sept grands groupes, les Wallenberg, Grönberg, « Veolia », se partagent l'essentiel des richesses — et où le pouvoir, détenu par les sociaux-démocrates depuis quarante-deux ans, est obligé, tant bien que mal, et jusqu'à présent, d'être certain, plutôt bien que mal, de composer avec le patronat.

Le choc des grèves «sauvages»

JUSQU'À ses dernières années, le problème de la production de biens matériels, il semblait résolu, depuis qu'en 1939, dans une petite station balnéaire près de Stockholm, à Solbyliden, la puissante confédération syndicale L.O. et la non moins puissante, et combien ! confédération patronale, la SAF, étaient intervenus d'un mode inédit : ils ont eu une période — près d'un quart de siècle — jalonnée de grèves dures et longues (six mois, en 1957), parités sanglantes (Adolfen, 1951), et de lock-out, le conventionnel admettait le bien-fondé de la propriété privée des moyens de production et reconnaissait à l'employeur « le droit d'embaucher et de congédier librement ses employés, de diriger et répartir le travail » (art. 32) ; surtout, elle faisait de la concertation syndico-patronale, et de la collaboration des classes, le fondement même de la paix sociale.

Paix sociale ou, comme le prétend un anarcho-syndicaliste, « pacifisme » des travailleurs, interdits de grèves sous peine d'amende (200 couronnes) (1) : à moins que la centrale ne prescrive un arrêt de travail ? Toujours est-il que, pendant plus de vingt ans, de 1946 à 1969, l'ordre régna dans les usines. Bénéficiaire de

l'expérience des autres pays industriels et des techniques américaines, détenue le quasi-monopole de certaines matières — minerais de fer, bois, papier, pétrole à pétrole... — les Suédois, indisciplinables à l'étranger, étonnés par les deux guerres mondiales, plus modernes, ont été plus ouverts que leurs homologues d'autres pays, les capitalistes suédois eurent, plus qu'ailleurs, la possibilité d'accorder de hauts salaires ; et le niveau de vie des ouvriers monta régulièrement.

Mais l'exploitation de nouveaux gisements — au Libéria, au Canada, au Venezuela — et, d'une façon générale, la concurrence internationale ont contraint les industriels nordiques à produire plus et mieux — d'où le slogan, justifié, de la « qualité suédoise » — et, en même temps, la production et le travail s'est « rationalisé », le système M.T.S. (mesure des temps et des mouvements) généralisé, les cadences ont augmenté, la pénibilité des tâches s'est accrue, et les salaires n'ont pas « suivi » ; parfois même — conséquence de la politique de nivellement ou d'égalisation, d'une région à l'autre, d'une entreprise à l'autre, poursuivie par le gouvernement — ils ont baissé. Et, surtout, moins bien payés, mécontents à l'égard d'une centrale qui jugeait trop molle des travailleurs, de plus en plus nombreux, ont eu l'audace de commettre, de leur propre initiative, des « actes d'insubordination » ; autrement dit ils se sont mis en grève : à Kiruna, dans le nord, en 1969, à Göteborg, chez Volvo, en 1970, sur le port d'Adolfen, la même année, dans les chantiers de la Volvo, à Göteborg, des multiples petites grèves « sauvages » qui éclatent ici et là. La productivité baissait. C'est alors — pour la relever ? — qu'un décide de « démocratiser » l'usine...

Interprétation restrictive du processus en cours ? M. Art Carlhammar, qui nous reçoit dans l'immeuble cosmé de la confédération patronale, à quelques mètres du « Grand Hôtel » où « descendent » les nobilités, hommes politiques, hommes d'affaires, d'opéra, de Stockholm, le patronat sans doute. Car M. Carlhammar n'a pas — ou n'aurait pas — la sérénité de M. Hjärne et ce qu'il appelle le « planisme » de Kiruna apparaît bien, à l'entendre, comme un drame catastrophique. Est-ce pour en chasser l'image qu'il évoque, au début de notre entretien, la paix sociale des années 1950-1960 ?

« Jusqu'ici, tout marchait bien, dit-il, tandis que son regard s'étendait sur un beau paysage blanc qui recouvrait le long duquel... Nous nous réjouissions quatre fois par ce et les différents se réglaient autour d'une table. Et puis... »

«Tout droit vers le socialisme»

Le syndicat se serait-il montré, tout à coup, mauvais joueur ?

« Que non, exclame M. Carlhammar, est qui possède quelque chose ? À quoi sert-il ? La Confédération générale du travail n'est pas une organisation vaine ; très bien organisée, elle a su, jusqu'à ces derniers temps, tenir ses

Les syndicats et le «socialisme de gestion»

Du vaste selon très clair que ne dédoublent certainement pas M. Carlhammar, ni M. Hjärne) où nous reçoit M. André Thirio, secrétaire international de L.O., on aperçoitrait « à nos yeux » une porte de la ville, si un immeuble — gros bloc de béton fourvoyé parmi d'épisodiques demeures de la fin du siècle dernier — ne s'élevait à quelques mètres de nous.

« On a beaucoup construit, ces temps-ci, nous déclare, l'air réjoui, M. Thirio. L'immeuble que vous voyez là, surmonté de cette énorme pelote de Mercedes, nous appartient. Notre futur siège ? Mais vous n'y pensez pas ? Il est plus avantageux de le louer à de grandes sociétés... Nous projetons d'ailleurs, d'acquiescer à d'autres ; autant faire fructifier notre richesse... »

L.O. est riche, en effet : un million sept cent mille couronnes. L'adhésion se fait automatiquement, au moment de l'embauche ; si le travail-

leur refuse — et pourquoi ? en cas de chômage, il touche plus... — il doit le faire savoir par écrit... De 40 à 50 couronnes par mois et par syndicat, la cotisation, prélevée par le patron, est reversée par lui au syndicat... Mais la bonne entente qui règne entre la SAF et L.O. — convergences : entre le C.N.P.F. et la C.G.T. — ne porte nullement atteinte, nous assure M. Thirio, aux intérêts des travailleurs, et elle n'empêche pas la démocratie industrielle de se réaliser.

« Nos dispositions de moyen très puissantes pour contrôler le capital », nous déclare-t-il. Le législateur, d'abord, qui confère aux travailleurs un certain nombre de droits... Si, si ! Nous formons les délégués ouvriers, de la façon qu'ils puissent discuter à égalité avec les patrons... une législation, donc, qui limite les droits de l'employeur. Par exemple, tout licenciement doit être motivé, et l'ouvrier débauché doit être réembauché en priorité... Si un délégué syndical estime que son comité d'entreprise ne fonctionne pas, il peut, en vertu de la loi, en 1967, de la Banque suédoise d'investissement, qu'il élève le Fonds des permis, éliminer par les cotisations patronales ; l'entreprise licenciée, même la plus grande, ne peut pas encore être de la retraite — soignée.

« Mais, nous dit-il, en cas de chômage, les cotisations des entreprises, ses ressources sont énormes : près de 75 milliards de couronnes l'an prochain... »
Les usines aux travailleurs ? Tout dépend... des patrons, puisque c'est l'assemblée des actionnaires qui décide de vendre... ou de ne pas vendre... des actions à l'État. Et si les possesseurs refusent ? « En Suède, nous répond le représentant de L.O., nous sommes sur la concentration... Les classes se nivelent, leur lutte est beaucoup moins aiguë qu'il y a trente ans, et il n'est plus nécessaire de faire la guerre au patronat ; d'ailleurs, la révolution, c'est démodé... Et, de toute façon, nous ne sommes pas de ceux qui devraient profiter de la victoire... »

A quelques expressions près, les propos de M. André Thirio ressemblent, comme on s'en doute, à ceux que nous tenons, quelques jours auparavant, le premier ministre, M. Olof Palme. Comme nous le demandons s'il ne craignait pas que le patronat, aussi longtemps qu'il subsisterait, constituerait un obstacle à l'accomplissement de la démocratie, il nous répondit : « Je ne le crois pas. Le problème ne se pose plus aujourd'hui en termes de

(1) 1 couronne = 110 F environ.



(Photo Daniel Simon - Gamma.)
DU PREMIER MINISTRE AU SIMPLER CITOYEN : MODERATIE
ET DISTRIBUATION À TOUS LES NIVEAUX

Concilier loi du profit et équité

troupeau. Ainsi, nous dit-il, nous du développement économique, L.O. est aussi pas contentaire et, somme toute, assez favorable à une philosophie de la coopération... »

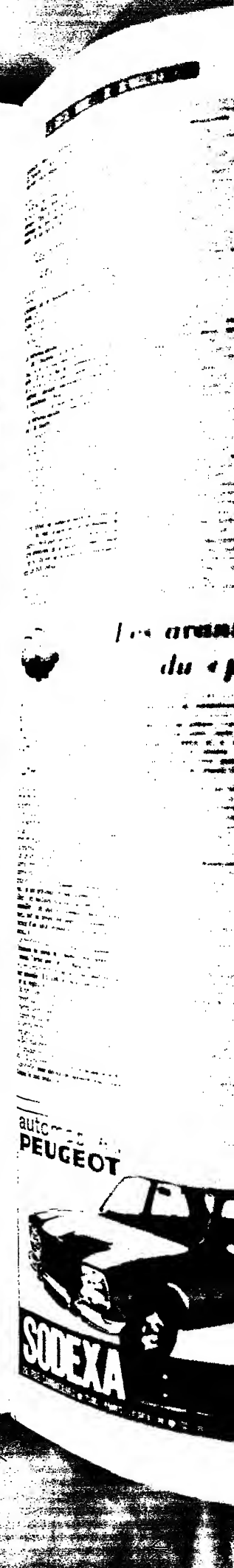
Mais philosophes que leurs représentants, les mineurs de Kiruna ont décidé, eux, qu'il était temps de transformer le monde — et leur condition. « Vous vous rendez compte, poursuit le porte-parole de la SAF, ce que font des entreprises, ce n'est pas, pour avoir le paix sociale, et la volonté de donner ? Kiruna ! On n'a jamais vu ça dans un pays civilisé ! Plus de cinq mille mineurs en grève, pendant trois mois, et qui déclarent en criant : « A bas L.O. ! A bas l'État ! »... »

Mais, depuis, on parle de démocratie industrielle... une délégation gouvernementale a été constituée, qui en étudie les modalités d'application, — on parle de participation à la gestion des entreprises, et le programme adopté par L.O., lors de son congrès de 1971, constitue la critique la plus radicale qui ait été faite, jusqu'à présent, du « modèle » suédois.

Bien sévère de la condition ouvrière... La monnaie de travail de production s'accroît... L'absentéisme augmente... La surveillance et le contrôle deviennent plus rigoureux... Beaucoup d'ouvriers trouvent leur travail plus fatigant et plus stressant qu'autrefois... Le rapport constate l'inefficacité de tous les mécanismes (comités d'entreprise, participation des travailleurs au conseil d'administration) mis en place pour promouvoir la démocratie industrielle : « Dans plus de la moitié des entreprises, le suivi, le suivi accord ne semble pas avoir laissé de traces profondes... Les représentants des travailleurs est l'impression que, le plupart du temps, la direction ne les informe des décisions et les décisions prises ne les décide. Le rapport conclut en présentant aux comités d'entreprise sous une forme telle qu'il est possible d'en faire une analyse péjorative. Les membres du comité président souvent d'ailleurs, que leur information ne leur donne pas de visibilité regard sur la situation économique et les perspectives à venir de l'entreprise... Les membres des comités sont, dans l'ensemble, pessimistes... »

Alors, pourquoi M. Carlhammar, lui, n'est-il pas optimiste ? « Parce que, jusqu'à présent, les problèmes de travail se résolvent par le biais des comités d'entreprise », gouvernements, « obtiennent d'intervenir dans les conflits entre employeurs et employés. A ce point que les entreprises d'État, L.K.A.B., dans le Nord, ont tenté d'appliquer à la confédération patronale — et elles ont échoué... Mais, depuis Kiruna, les interventions de pouvoir se font plus fréquentes, et les tentatives échouent... »

M. Carlhammar aurait-il raison d'être inquiet, et son collègue, M. Hjärne, tout occupé à parer l'esthétique et le confort de ses bureaux, donnerait-il dans une dangereuse insouciance ?

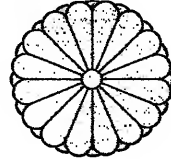


مركز المدن لأكمل

Supplément

JAPON

La prospérité et son revers



FORCE ET FRAGILITÉ

L'ascension du Japon au rang de troisième puissance économique du monde dans la décennie des années 60 a certes comporté un revers, comme la pollution ou les maux d'une surproduction galopante. Mais, tout compte fait, cent millions d'hommes ont démonté qu'un simple accès au des îles éloignées et pauvres peut conquérir la prospérité par le seul miracle de son travail et de son esprit d'entreprise.

La crise qui frappe maintenant le monde met en question la solidité de cette réussite. Le Japon d'aujourd'hui est-il resté, comme celui qui perd le gaura, un colosse aux pieds d'argile ? Son riche, s'il devait se précipiter, serait l'échec d'un pari lancé sur le poix et le propre l'échec d'un optimisme qui donnait à des d'années penses un accès de développement au exemple et une raison d'espérer. Comment va-t-il traverser le tempête des années 70 ? De ses fragilités et de ses forces, lesquelles l'emporteront ?

C'est tout ce que la validité, qu'il vaudrait ignorer lui-même, lui est apparue dans toute sa gravité avec la crise pétrolière. Il découvre enfin combien il est dépendant de l'extérieur pour sa force économique et ses outils premiers. Il comprend aussi que sa croissance d'apprenti sorcier, s'il se laisse pas forcément, va faire de lui un pays insupportable au monde, par son appétit insatiable de ressources naturelles, et par le débordement de ses marchandises, de ses usines, de ses hommes, de ses machines.

Fragilité encore, l'endettement considérable de son industrie, la folie de son secteur de postes entreprises, la décadence de son agriculture, l'absence de sa compétitivité, l'absence aussi à l'égard de la conjoncture mondiale. Et ce malheur, on le sent, est le résultat d'une croissance, d'une croissance qui a été, au début, une croissance sociale, et si la langue stabilité de la politique intérieure sous compromis n'a pas permis à elle-même le plus nécessaire ?

Et pourtant on se retrouve pas le climat de moralité et de pessimisme qui a sévi l'Europe. En dépit des manifestations de mécontentement ou d'incertitude, le Japon a traversé la crise mieux que d'autres, pour le moment, et c'est sans doute grâce aux forces exceptionnelles qu'il a en réserve. Sa société — plus structurée,

plus proche de ses origines rurales, de ses traditions historiques de discipline et de discipline — a mieux résisté que le nôtre aux ébranlements de l'âge moderne. Une population laborieuse, des cadres excellents, une cohésion nationale puissante, voilà ses meilleurs atouts. Le Japon est mieux qu'un autre capable, ayant goûté l'abandon, de revenir à l'autarcie et de se garder de désordre. La criminalité est chez lui très faible, la contestation sociale manque de vigueur, ne dépassant guère le niveau d'une revendication salariale.

L'élasticité de l'économie japonaise et son adaptabilité en sont facilitées : elles se sont révélées extraordinaires. Finesse, astuce, l'industrie, chimie, les autres, cette opération indispensable est déjà commencée et elle peut résister. La résistance au système de système, déjà menaçable pendant la crise du yen, s'est montrée surprenante dans la crise du pétrole. Seul parmi les grands pays industrialisés, le Japon a su rétablir sa balance commerciale, en cinq mois seulement. Son budget ignore le poids des dépenses militaires. Son industrie et son commerce ont un énorme marché intérieur, tout en disposant, en plus, d'une puissante force de frappe à l'exportation. L'U.R.S.S. et le Japon sont superarmés équipés et puissamment construits. Elle peut être une des premières à repartir. En pleine crise, ses activités sont au train de se dynamiser, ses nouvelles usines fonctionnent, percent déjà sur l'après-crise.

Le Japon va-t-il s'en tirer ? La réponse apparaît, du point de vue de Tokyo, entre ciel et terre. Si son affrontement avec le pétrole, en tant que pays de l'extérieur, du Japon lui-même, qu'il viendrait. C'est de l'extérieur qu'il vient la menace, d'une catastrophe de la crise internationale. Si celle-ci se résout, tout bien que mal, dans le monde, le Japon ne survit mieux que la plupart des autres. En un contrôle, elle doit prendre les dimensions et la gravité de la crise mondiale de 1930, alors sa validité pourrait l'emporter, et l'U.R.S.S. et le Japon se connaissent une poignée de main dans les conséquences sociales et politiques pourraient être dissimulées. Mais les Japonais croient que la collaboration internationale est aujourd'hui assez forte pour éviter un pareil désastre.

Entre la Chine et l'U.R.S.S. : une équidistance difficile

Par ROBERT GUILLAIN

PENDANT un quart de siècle sous la guerre froide, le Japon s'est trouvé pour ainsi dire coincé entre deux mondes qui s'affrontaient autour de lui : les États-Unis et les deux grandes puissances communistes, Chine et Union soviétique. Il était lui-même faible et effacé, dans une position de satellite et de protégé des États-Unis. La réorganisation des cartes qui s'est opérée avec la fin de la guerre froide a radicalement changé ce jeu. Les contacts se multiplient, et les relations s'entrecroisent entre Tokyo, Pékin, Washington et Moscou. Du même coup, le Japon, qui a été le plus actif et le plus serré, et devient pour le Japon le champ d'action le plus important de sa diplomatie.

Par ROBERT GUILLAIN

La règle d'or de la politique extérieure de Tokyo, dès le moment où s'est ouverte pour elle au lendemain de la réconciliation sino-japonaise, l'une de la diplomatie multipolaire, a été de pratiquer ce qu'on appelle ici une politique d'équidistance entre Pékin et Moscou. Un commencement de dégel russo-japonais avait marqué le début de l'année 1972. La fin de la même année a vu commencer le dégel sino-japonais, avec la reconnaissance de la Chine populaire par le Japon. L'année 1973 a vu à son tour se développer un effort de coopération entre Tokyo et Moscou. Cette alliance fait apparaître les progrès de deux négociations parallèles qui se font équilibre, ou concourent, l'une pour approfondir les nouvelles relations amicales qui viennent de s'établir avec Pékin, l'autre pour faire avancer de la même façon les rapports avec Moscou.

tant. Les Chinois, en l'occurrence, font même aux Japonais de premières livraisons de pétrole, en les assurant qu'avant peu elles deviendront bien plus importantes. De même en 1974, l'initiative chinoise qui aboutit à l'accord aérien coincide avec une initiative soviétique qui offre aux Japonais, autre surprise, de collaborer à la construction d'un deuxième Transsibérien.

Bref, les deux capitales communistes font la cour au Japon. Et l'une des nouveautés paradoxales de leur attitude est que l'une et l'autre cessent désormais de faire objection à l'alliance japonaise-américaine. L'Union soviétique voit d'un œil favorable la continuation de la présence militaire américaine au Japon, qui tient en respect la Chine. Celle-ci, en son tour, préfère que le VIT (Voyage International Transpacifique) ne soit pas fait, car elle fait équilibre à la puissance soviétique dans le nord du Pacifique.

(Lire la suite page 35.)

Deux traités concurrents

DÉSORMAIS, dès qu'un pas est fait vers les Chinois, l'U.R.S.S. s'efforce d'en faire un autre avec les Soviétiques. L'année 1972 avait été celle de la Chine, contrôlée par la visite de M. Tanaka à Pékin et de la découverte des relations diplomatiques, l'année 1973 devait être, pour le premier ministre japonais, l'année de l'U.R.S.S., marquée par son voyage à Moscou en octobre. Quand en 1974 le rapprochement sino-japonais franchit une étape avec la conclusion, au printemps, d'un accord aérien ouvrant la ligne Tokyo-Pékin, un autre traité, russe à une relance de la négociation pour une participation du

Japon, au développement de la Sibérie. Récemment, les deux pays ont signé des accords de coopération économique, et les perspectives de cette double négociation, l'objectif final que poursuit Tokyo d'une amicale volonté d'équilibre. Des deux côtés, ces efforts se font en effet de signer — près de trente ans après la fin de la guerre — un traité de paix avec l'Union soviétique. L'idéal est d'avoir dans un proche avenir deux traités de paix parallèles, l'un avec Pékin et l'autre avec Moscou, et d'y arriver à peu près au même moment.

Ce parallélisme est d'autant plus sensible que la Chine et l'U.R.S.S. y contribuent elles-mêmes, la première en faisant tous ses efforts pour que les relations entre le Japon et les Soviétiques ne s'améliorent pas trop vite, et la seconde pour encourager un rapprochement sino-japonais trop accentué. Quand, en 1973, Moscou fait modifier aux yeux des grands patrons nippons les termes de la Sibérie, l'U.R.S.S. aide aux ressources minières et énergétiques insupportables. Pékin réplique en amorçant avec les mêmes personnages une coopération économique à long terme, sans demander comme les Russes une mise de fonds impor-



Profitez de votre prochain voyage d'affaires pour découvrir un autre Japon

Quand vos affaires seront conclues, effrayez-vous un répit. Quittez les villes du métal et de la pierre et vous serez fascinés par cette terre de traditions, de pays du sourire paisible, de la courtoisie raffinée, par cet autre Japon. Le vrai. Celui qu'il vous reste à découvrir au moment de la détente.

OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS
7, rue de Richelieu 75001 PARIS
TEL. 742-45-41

CHOMAGE, FAILLITES, STAGNATION DE LA CONSOMMATION

Le pays rééquilibre ses comptes extérieurs au prix d'une sévère récession

Par ALAIN VERNHOLES

C'EST un nouveau tour de force qu'est en train de réaliser le Japon, dont la balance commerciale sera excédentaire de 1,5 milliard de dollars environ cette année, malgré la quadruplication des prix du pétrole. Un milliard et demi de dollars, signe d'une série statistique, le chiffre pourtant maigre, venant après les excédents pétroliers de 1971 (7,2 milliards de dollars), de 1972 (9 milliards de dollars) et même de 1973 (5,7 milliards). Il constitue pourtant un record supplémentaire, puisque, pour le pays industrialisé dont la commerce extérieur est devenu déficitaire après le choc pétrolier, le Japon est le premier à avoir été capable de remettre d'aplomb sa balance commerciale (1).

Cette performance prend toute sa valeur quand on sait que le pétrole presque entièrement importé — représente 74 % de la consommation

totale d'énergie du pays et sans cette année 20 milliards de dollars, contre 7 milliards en 1973. Aucune nation développée n'a été aussi touchée — financièrement parlant — par le boom pétrolier. Ce « surcoût » de 13 milliards de dollars est plus que la double du supplément de facture que devra acquitter la France pour payer son brut. Et, pourtant, la France ne rééquilibre pas son commerce extérieur avant un an, dans la mesure des hypothèses.

En fait, la commerce extérieur japonaise n'a été déficitaire que jusqu'en mai. Dès juin, les exportations dépassaient de nouveau les importations. Cependant, comme le déficit du premier semestre avait été très lourd, il a fallu attendre le très bon résultat

d'octobre pour que les échanges extérieurs redevenaient excédentaires sur l'ensemble des dix premiers mois de l'année (+ 520 millions de dollars). Vingt deux mois en « rouge » qu'équivalent tradé sur les échanges extérieurs japonais les hausses déclinées par les producteurs de pétrole à Koweït en octobre 1973 puis à Téhéran deux mois plus tard (voir graphique à page 21).

Ce rétablissement surprenant d'équilibre extérieur qui permet au Japon d'accroître ses ventes dans presque tous les domaines (minière, acier, chimie, optique, automobiles, soieries...) et ce malgré la concurrence étrangère, malgré le début de marasme économique mondial. Les Japonais — les grandes sociétés de

commerce — diffusent dans tous les pays du monde, arabes y compris, des produits fabriqués en très grande série et que le Japon est seul à produire. Aussi en octobre dernier les exportations nippones ont-elles dépassé de 84 % les importations, un an, ce qui correspond à une progression de 32 % en volume.

Les structures industrielles et commerciales du Japon s'exportent pourtant pas tout. Le pays paie durement le prix de son rétablissement extérieur et de sa lutte contre l'inflation.

(Lire la suite page 31.)

(1) On cite souvent l'année 1969 (de janvier à décembre). Mais la plupart des statistiques japonaises sont calculées sur l'année fiscale qui va du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante. Sur cette base, l'excédent de la balance commerciale japonaise s'élève à 4 milliards de dollars en 1974.

DANS CE SUPPLÉMENT

P. 20. — Les luttes de classe divisaient le parti libéral démocrate, par Kazuo Matsumoto.

P. 22-23. — L'essor des relations entre Tokyo et Paris : La chaise-crois des investisseurs (Francis Lacroix). La politique culturelle (R.G.).

P. 24. — Face à la pollution : Les mouvements de citoyens (Philippe Pons).

P. 28. — Politique énergétique : Sécurité des approvisionnements d'énergie (Jean-Louis Angoul).

P. 30. — La dette du soleil : Les grands défilés.

Nippon Steel Corporation

Une aciérie des plus modernes et déjà ouverte sur le futur. Son expérience fait qu'elle est techniquement prête dans les domaines les plus avancés des secteurs marins, urbains et industriels, afin de permettre une vie meilleure aux peuples du monde entier.

TOKYO, JAPON

ÉCONOMIE

Le pays rééquilibre ses comptes extérieurs au prix d'une sévère récession

(Suite de la page 19.)

Jamais, depuis la dernière guerre, le Japon n'avait connu pareille récession (voir graphique II). Les pouvoirs publics l'ont provoquée par de très strictes restrictions monétaires et budgétaires. Au printemps 1974, l'encadrement du crédit appliqué dès février 1975 est brusquement devenu très sévère. Cela pour réduire la demande intérieure. Le budget joue

lui aussi un rôle de frein en accroissant largement les investissements publics. Globalement, les dépenses de l'Etat n'augmentent cette année que de 12 % par rapport à 1973, alors qu'elles avaient progressé de 19,7 % l'année dernière par rapport à 1972. L'effort a été spectaculaire : le pro-

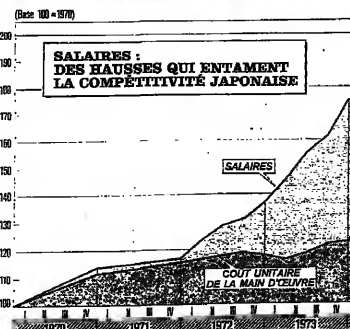
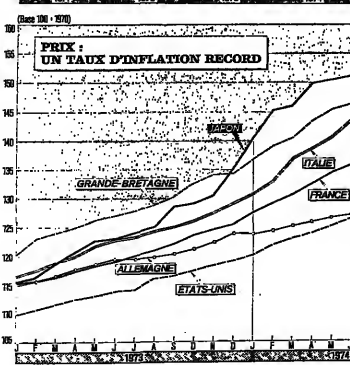
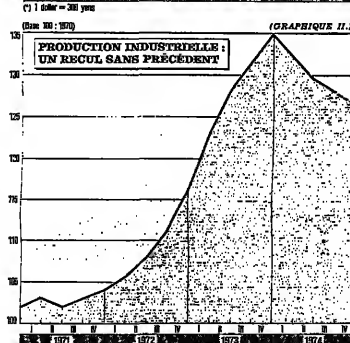
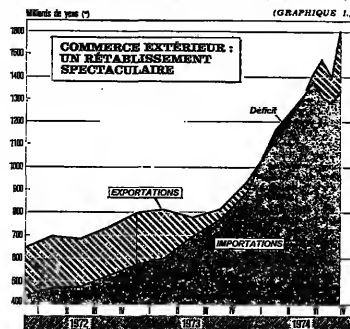
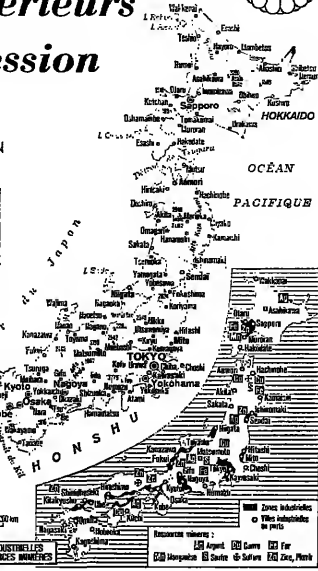
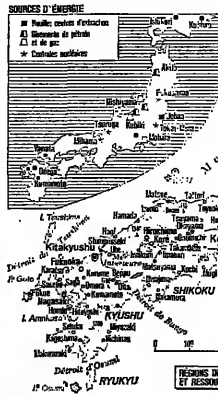
duit intérieur brut a chuté au premier trimestre dans des proportions encore jamais vues (- 18 % en rythme annuel). Puis la P.I.B. a stagné au deuxième et troisième trimestres. Les experts officiels prévoient que le produit intérieur brut diminuera de 5 % au volume en 1974 par rapport à 1973. C'est un tassement sans précédent qui survient dans un pays habitué à des taux de croissance records : 10,4 % par an en moyenne entre 1960 et 1971, 9,2 % en 1972, 10,3 % en 1973 (tous ces chiffres sont exprimés en valeur réelle, c'est-à-dire en volume). Produisant moins, l'industrie réduit ses approvisionnements et ses stocks et donc modère ses achats à l'étranger. La baisse brutale de la demande intérieure incite les industriels à réduire leurs efforts d'exportation.

Les effets de cette récession n'ont pas tardé à se faire sentir. En valeur, les importations ont encore dépassé de 45 % en octobre leur niveau d'il y a un an. C'est déjà moins qu'en juillet dernier, où la progression s'élevait à 57 %, mais, surtout, si l'on décale la hausse des prix, on s'aperçoit que les achats du Japon à l'étranger étaient et sont encore représentés en volume de quelque moitié : - 13,6 % en octobre par rapport au même mois de 1973. Les achats de pétrole ont eux aussi diminué : de 13 % en octobre par rapport à la même période de 1973. C'est un résultat décisif.

Sans doute la balance des paiements du Japon est-elle encore déficitaire, mais il serait tout à fait injuste d'en déduire que le cas japonais est semblable aux cas britannique, italien ou français. Avant parer à ce que la balance des paiements japonaise est le résultat d'une politique délibérée que les pouvoirs publics ont menée à partir de mai 1972 pour limiter l'accumulation des réserves de change (nous décrivons par ailleurs cette stratégie qui a consisté à exporter des capitaux en investissant à l'étranger). Cette politique a pris fin au début de l'année, et il est à peu près certain que le Japon rééquilibrera bientôt la balance des paiements.

L'inflation, qui est devenue la principale préoccupation du gouvernement, est tentée à l'idée que les prix de gros dépassent de presque 20 % leur niveau de l'année dernière à la même époque. C'est mieux qu'un fortivore trop. Quant aux prix à la consommation, leur hausse annuelle oscille autour de 25 % (voir le graphique III).

L'ARCHIPEL NIPPON



La tentation est donc grande pour le gouvernement japonais de maintenir intégralement son dispositif monétaire et budgétaire de lutte contre la hausse des prix, cela malgré le ralentissement de la croissance. Mais, si l'on se rappelle que le Japon a connu une récession sans précédent au premier trimestre de 1975, on se rend compte que cette politique est très risquée. Les experts gouvernementaux reconnaissent toutefois que cet objectif est trop ambitieux. Et pourtant... Des élections locales auront lieu au printemps. Or les Japonais sont bien plus sensibles à l'inflation qu'aux faillites qui se multiplient et au chômage — presque inconnu jusqu'alors — qui s'accroît. Les syndicats manifestent qu'ils ont des revendications qui dépassent les hausses de prix et non contre le durcissement de la crise.

La plus grande difficulté, surtout lors des négociations salariales, est de maintenir les salaires au niveau de l'année dernière. Les syndicats ont obtenu des hausses de salaires, mais elles ont été compensées par des réductions de la durée du travail. Le rythme de l'inflation n'a pas baissé d'un iota. Il est vain d'espérer un ralentissement des hausses de salaires, malgré une poussée de 30 % enregistrée cette année. Les syndicats ont obtenu des hausses de salaires, mais elles ont été compensées par des réductions de la durée du travail. Le rythme de l'inflation n'a pas baissé d'un iota. Il est vain d'espérer un ralentissement des hausses de salaires, malgré une poussée de 30 % enregistrée cette année. Les syndicats ont obtenu des hausses de salaires, mais elles ont été compensées par des réductions de la durée du travail. Le rythme de l'inflation n'a pas baissé d'un iota. Il est vain d'espérer un ralentissement des hausses de salaires, malgré une poussée de 30 % enregistrée cette année.

La force croissante des cotisations sociales (rapport de la production à la consommation) a entraîné une baisse de la compétitivité japonaise. Les cotisations sociales ont augmenté de 10 % en 1974, ce qui a entraîné une baisse de la compétitivité japonaise. Les cotisations sociales ont augmenté de 10 % en 1974, ce qui a entraîné une baisse de la compétitivité japonaise. Les cotisations sociales ont augmenté de 10 % en 1974, ce qui a entraîné une baisse de la compétitivité japonaise.

liée des centaines de milliers de travailleurs, est peut-être la préface d'autres mouvements de grande envergure. Le problème la plus épineux pour le chef du gouvernement est maintenant de trouver le meilleur moment pour relâcher les freins — et aussi de choisir le bon dosage. A la récession de 1974 devrait succéder une période de croissance en 1975. Timide au rapide ? Il est bien difficile de le dire. Les experts parlent d'une croissance de la production nationale de 3 % l'année prochaine. Toujours est-il que l'économie japonaise, qui a de nouveau très souffert d'inflation, n'est pas prête à décoller. Les pouvoirs publics peuvent-ils encore espérer ?

L'entrée des producteurs de pétrole va probablement modifier — et peut-être définitivement — le style de croissance japonaise. L'endettement des finances, le Japon s'engage à un virage et va ralentir sa course.

ALAIN VERNHOLE.

121 Interview accordée à Danielle Boobelle (la Lettre internationale du septembre 1974).

UNE EXPÉRIENCE IRREMPLAÇABLE :

33 ANS
D'ACTIVITÉ BANCAIRE
AU JAPON

BANQUE
DE L'INDOCHINE

DIRECTEUR : M. DENOUEL

BUREAU DE REPRÉSENTATION CONJOINT
BANQUE DE L'INDOCHINE/BANQUE DE SUEZ
M. AUMAGE

French Bank Building « Tameike » **TOKYO**
Central P.O. Box 314 - Tél. : 582-02-71

Consortium de huit grandes banques japonaises, établi à Paris depuis 1968, spécialisé dans les opérations en euro-devises, A VOTRE SERVICE pour tout financement et investissement international

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO

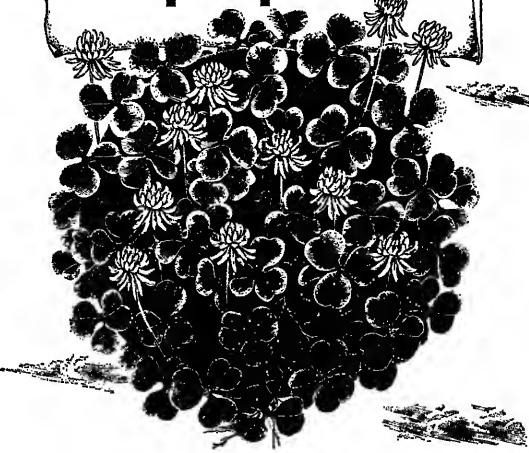
26, avenue de l'Opéra. — PARIS

BANQUES PARTICIPANTES : The Bank of Tokyo, Ltd. — The Industrial Bank of Japan, Ltd. — Bank of Tokyo Holding S.A. — The Long Term Credit Bank of Japan, Ltd. — The Nippon Fudosen Bank, Ltd. — The Kyowa Bank, Ltd. — The Taiyo-Kobe Bank, Ltd. — The Saitama Bank, Ltd. — The Hokkaido Tokai Bank, Ltd.

L'actif des banques participantes dépasse cent billions de dollars.

Publicité

Un monde divisé ne peut pas prospérer



Comment une société implantée dans le monde entier contribue à l'unifier.

Rien n'abaisse autant les barrières qui séparent les peuples et les nations que de bonnes relations commerciales, saines et équitables. Il y a longtemps que Nissio-Iwai développe ce type de relations sur une grande échelle, en achetant et en vendant pratiquement tous les produits imaginables, sous toutes les latitudes.

Mais l'achat et la vente ne sont qu'un élément de l'ensemble. Nous nous employons aussi à provoquer des occasions favorables à la suppression à long terme des barrières ; grâce à la création de nouvelles associations dynamiques dans de nombreux domaines et dans le monde entier. Nous sommes déjà associés à plus de cinquante entreprises en participation ; à des projets tels que la fabrication d'acier inoxydable en Espagne, l'exploitation de mines de cuivre au Zaïre, la fabrication d'engrais en Thaïlande et l'industrie pétrolière au Brésil.

Si vous songez à étendre vos ramifications, à développer votre entreprise, à diversifier vos activités, peut-

être notre vision globale, nos connaissances commerciales et notre expérience de l'entreprise en participation feront-elles de nous un partenaire éventuel. Si vous cherchez tout simplement de nouveaux marchés pour vos produits, ou de nouveaux produits pour votre marché, contactez-nous. D'une façon ou d'une autre, travaillons ensemble, grandissons ensemble et contribuons à la construction d'un monde uni.

NI NISSIO-IWAI

Siege Tokyo : Akasaka, Minato-ku, Tokyo, Japon
Sieg Osaka : Imabashi, Higashi-ku, Osaka, Japon
NISSIO-IWAI FRANCE S.A.
BUREAU NISSIO-IWAI
21, rue des Pyramides, 75001 Paris, France.
Tél. : 260-27-41, 260-30-62 - Télex : 6532
Adresse télégraphique : NISSIOIWA1 PARIS

AUTRES BUREAUX : Athènes, Berlin, Bruxelles, Buenos Aires, Düsseldorf, Götterberg, Hambourg, Lausanne, Madrid, Milan, Moscou, New-York, Oslo, Prague, Vienne, et 90 autres grandes villes dans le monde entier.



L'ESSOR DES RELATIONS LE CHASSÉ-CROISÉ DES INVESTISSEMENTS Définir les règles du jeu

Par FRANCIS LABRO *

La France occupe une position modeste dans la commerce extérieur du Japon (qui, à son tour, occupe une position modeste dans le commerce extérieur de la France). Mais, depuis la fin de la guerre, les relations commerciales entre les deux pays ont connu une évolution remarquable. Au 31 décembre 1973, la France avait reçu moins de 40 milliards de dollars d'investissements japonais, alors que le total cumulé des investissements japonais à l'étranger s'élevait à 100 milliards de dollars, dont près de 15 milliards en Europe.

Les investissements japonais en France sont modestes à l'heure actuelle, mais ils ont connu une croissance remarquable ces dernières années. En 1973, la France a reçu 1,5 milliard de dollars d'investissements japonais, contre 1,2 milliard en 1972. Cette croissance s'explique par la présence de grandes sociétés japonaises et de quelques grandes entreprises françaises (Daikin, Hitachi, etc.) qui ont installé des usines en France.

Les investissements japonais en France sont modestes à l'heure actuelle, mais ils ont connu une croissance remarquable ces dernières années. En 1973, la France a reçu 1,5 milliard de dollars d'investissements japonais, contre 1,2 milliard en 1972. Cette croissance s'explique par la présence de grandes sociétés japonaises et de quelques grandes entreprises françaises (Daikin, Hitachi, etc.) qui ont installé des usines en France.

Les investissements japonais en France sont modestes à l'heure actuelle, mais ils ont connu une croissance remarquable ces dernières années. En 1973, la France a reçu 1,5 milliard de dollars d'investissements japonais, contre 1,2 milliard en 1972. Cette croissance s'explique par la présence de grandes sociétés japonaises et de quelques grandes entreprises françaises (Daikin, Hitachi, etc.) qui ont installé des usines en France.

Des résultats encore limités

La relative médiocrité de ces relations tient, semble-t-il, à trois facteurs : 1. La croissance japonaise a été largement fondée sur le marché intérieur. En 1973, le Japon a exporté moins de 11 % de son produit national brut (le Japon : 14 %, l'Allemagne : 12 %, la Grande-Bretagne : 10 %, les États-Unis : 9 %). En 1971 encore, moins de 5 milliards de dollars avaient été investis par le Japon à l'étranger (le même chiffre, les investissements américains à l'étranger étaient estimés à 35 milliards de dollars). Les investissements japonais à l'étranger ont été donc limités par la politique restrictive du gouvernement japonais, qui a cherché à protéger son marché intérieur et à limiter les exportations de capitaux.

La France ne saurait pourtant ignorer qu'elle prendra conscience tardivement du développement des investissements japonais à l'étranger, même si l'important déficit de la balance des paiements japonais a entraîné des restrictions conjoncturelles (en particulier

dans le domaine de l'immobilier). On constate, en effet, qu'en 1973, le Japon a investi plus à l'étranger que pendant les vingt et une années précédentes. Malgré le crise actuelle, le ministre de l'Industrie japonaise (M.I.T.I.) et les banques japonaises estiment que les investissements japonais à l'étranger couleront de 10 à 40 milliards de dollars entre 1974 et 1980.

Cette hausse traditionnelle des investissements japonais pour l'approvisionnement en énergie et en matières premières, cette accélération du mouvement s'expliquent : — La coût des travaux de production est devenu très élevé au Japon ;

— L'essor japonais croissant. Le rapport du P.N.B. au kilowatt-heure s'établit respectivement à 3 200 dollars pour le Japon, 1 570 dollars pour le R.F.A., 400 dollars pour la France et à 172 dollars pour les États-Unis. En outre, le pétrole a atteint un tel niveau que les sites industriels disponibles sont rares ; — Tandis que le Japon refuse le marché européen, le coût de la main-d'œuvre japonaise est devenu élevé. Les salaires dans l'industrie japonaise sont devenus comparables à ceux de la République Fédérale d'Allemagne ;

— Enfin l'énorme effort de promotion commerciale des pays développés ou dans des pays du tiers-monde devra vraisemblablement être compensé par des investissements japonais pour éviter des réactions protectionnistes.

Alors, en ce qui concerne l'Europe, les investissements japonais devraient passer entre 1973 et 1980 de 1,2 à 2,5 milliards de dollars, dont 1,5 milliard d'investissements industriels. Il ne s'agit pas d'un raz de marée, mais il est souhaitable que la France soit en mesure d'accueillir quelques-uns.

Des possibilités existent et ce sont elles que nous allons examiner. Les investissements japonais à l'étranger ont été donc limités par la politique restrictive du gouvernement japonais, qui a cherché à protéger son marché intérieur et à limiter les exportations de capitaux.

La France ne saurait pourtant ignorer qu'elle prendra conscience tardivement du développement des investissements japonais à l'étranger, même si l'important déficit de la balance des paiements japonais a entraîné des restrictions conjoncturelles (en particulier

Les bases de la coopération

Un développement de la coopération franco-japonaise devrait d'abord être fondé, semble-t-il, sur une amélioration de l'information et de l'accueil, une meilleure coordination des efforts, une négociation globale fondée sur le réciprocité. En ce qui concerne l'information et l'accueil de l'investisseur japonais en France, le Datar et son bureau à Tokyo s'efforcent d'orienter les milieux d'affaires japonais des opportunités d'investissement en France. A Paris également, l'accueil est facilité par le Datar, qui reçoit de nombreuses missions japonaises, de même que par les services spécialisés des banques françaises et par des organismes tels que l'Office franco-japonais.

Le deuxième base d'une coopération efficace est une meilleure coordination des efforts, surtout du côté japonais. En effet, le grand concentration des Trading firms et l'étrange symbiose entre les milieux japonais et l'administration japonaise rendent dans ce pays.

Enfin, le troisième volet d'une coopération pourrait porter sur une négociation globale dans le domaine des

investissements entre les deux pays. Cela implique, de la part du Japon, l'acceptation totale du principe de réciprocité (dans des secteurs économiques de ce pays ne sont encore libérés, industrie, immobilier, commerce) et la mise en application de la convention d'établissement de 1972. Il serait souhaitable, en outre, que cette négociation entre les gouvernements et avec chacune des grandes sociétés japonaises concernées se fasse à Paris, métropole, le Japon, les départements et territoires d'outre-mer et des pays où la France conserve des relations traditionnelles et amicales. Elle pourrait porter sur l'exploitation de minerais divers, l'énergie, la pêche et les produits agricoles, la pêche et la viande, les transports, le tourisme et l'industrie.

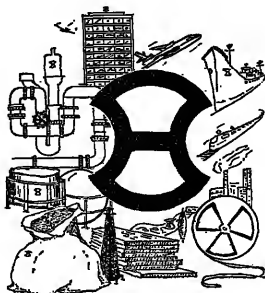
De telles considérations ne sont pas étrangères à la mesure où le Japon s'est déjà beaucoup intéressé aux départements et territoires d'outre-mer et aux pays d'Afrique noire francophone.

En ce qui concerne l'information la France dispose des administrations françaises responsables, ainsi disposent de 17 employé.

مركز الأبحاث

QUE VOUS APPORTE NICHIMEN ?

COMMERCE INTERNATIONAL - FINANCEMENT



Activités. Grâce à sa position actuelle prépondérante dans le domaine de l'import-export, NICHIMEN vous permet de traiter avec les pays du monde entier quel que soit le produit recherché ou à développer. NICHIMEN peut ainsi faciliter l'expansion de votre société au delà des frontières ou aplanir tous vos problèmes de transactions commerciales.

Services. NICHIMEN peut vous offrir un service très approprié grâce à ses 100 bureaux implantés dans le monde, qui regroupent 5000 personnes effectuant vos transactions tant sur le plan transport et communications que sur le plan financier : vous pouvez ainsi choisir votre mode de paiement dans les devises que vous souhaitez. Vous pouvez de ce fait, avec NICHIMEN, acheter ou vendre à Buenos Aires ou Singapour aussi facilement qu'à Paris ou Bordeaux.



Financement. Afin de vous apporter un service encore plus efficace dans l'assistance financière, NICHIMEN a mis au point plusieurs systèmes de financement, et se tient à votre disposition pour l'étude de votre cas particulier.

Nichimen

NICHIMEN FRANCE S.A.
38, avenue Hoche, 75008 Paris, France.
Tél. : 32.74.58 (8 lignes groupées). Télex 29285.

NICHIMEN CO., Ltd. ALGER
B.P. n° 873, Alger R.P. Algérie
Tél. : 63.92.81 et 63.58.47. Télex 53075.

NICHIMEN CO., Ltd. ABDJIAN
B.P. n° 20662, Immeuble "La Pyramide"
Plateau Abdjian, République de Côte d'Ivoire.
Tél. : 32.22.76 et 32.22.88. Télex 304.

bondedulcomptebis



FACE A LA POLLUTION

Les mouvements de citoyens

Par PHILIPPE PONS

Les étaient une poignée. Ils sont des millions. Regroupés en associations, certains agissent sur la base d'un quartier, d'autres au niveau d'une ville, d'autres enfin à l'échelle d'une préfecture. Partie d'un village, une campagne peut rapidement s'étendre à l'ensemble du pays. Les Jûmsh Undo, les mouvements de citoyens, ne regroupent pas de militants mais des hommes, des femmes, jeunes et âgés, ni plus politisés ni plus progressistes que le mouvement des Japonais qui consacrent une parcelle de leur temps à défendre un droit que la croissance effrénée du Japon met chaque jour en danger : le droit à la vie.

Toutes ces associations, qu'elles comptent une cinquantaine de membres dans un bon quartier de Shikoku, ou cette jeunesse mer inquiète qui, bientôt, ne sera plus qu'une mer morte de pollution, ou trois cent mille membres, comme l'Association contre les nuisances de la préfecture d'Osaka, ont une origine commune : un problème immédiat, généralement local, à résoudre. Certains associations locales sur leurs membres ont but limité dans le temps et dans l'espace, mais, rapidement, une tendance s'est développée : avec des associations voisines se fait jour. Par osmose, les objectifs s'élargissent, deviennent des

entreprises de longue haleine : lutte contre la pollution certes, mais aussi pour la réorganisation de la vie communale, la défense du droit au soleil, à l'air pur, à la qualité, etc.

Les thèmes sont nombreux, mais cette nouvelle forme de démocratie que constituent les mouvements de citoyens est, en fait, liée à un mot : kôgai (la pollution). En 1970, ce mot fait le « *use* » de tous les journaux alors qu'une démission apparaitant qu'il ne figurait même pas dans les dictionnaires les plus courants. Coup sur coup, les Japonais découvrent que le lait maternel contient des insecticides ; que la ris et les coquillages sont portés de cadavres ; que le shun et l'explosion contiennent tant de mercure que le ministre de la Santé déconseille d'en abuser. Critiqués par le socialisme de l'exposition universelle d'Osaka, les Japonais apprennent, la même année, que leurs corps recueillent dix fois plus de mercure que celui d'un Européen et plus de plomb que les ouvriers exposés professionnellement (!). Bref, tout Japonais découvre que, pollué, il l'est ou le sera. Les mouvements anti-kôgai se multiplient.

Sur la base de la solidarité

JUSQU'ALORS, toutes les victimes de la pollution s'étaient unies. Luttant avec leurs propres moyens, les malades et les infirmes avaient, pendant de longues années, tenté de faire entendre leurs voix, d'attirer l'attention de l'opinion publique sur leurs maux. Mais les Japonais voyaient encore, dans un P.F.B. bondissant, le pays du bien-être. A Minamata, l'intoxication par le mercure organique a fait, à ce jour, plus de cinquante morts et cent quarante infirmes mentaux et physiques. Pourtant, l'usine de microfilm (Shin Nippon) qui a longtemps été appelée la « science » par les habitants : c'est d'elle dont dépendait l'existence quotidienne de la population, qui ne pouvait accepter de la croire coupable ! La justice et la destruction de cette usine furent, comme la Minamata Times, qui tire à mille exemplaires et à un prix de 100 yens, la grande presse nationale et régionale se montrèrent déçus.

Pour que des incidents de ce genre ne se reproduisent, les syndicats s'étaient posés en cause — ou si peu, les victimes étaient de bons politiciens. Les syndicats délaissent ces affaires ; parce que l'impact politique ne semblait pas avoir lieu, les partis d'opposition s'en désintéressent. C'est donc dans le vide des structures officielles que se sont constitués les mouvements de citoyens, de manière informelle, spontanée, sur la base de la solidarité entre ces victimes dans lesquelles certains reconnaissent leurs proches.

Les nouvelles organisations se sont multipliées dans les centres pollués, avec à leur tête soit un professeur, un médecin ou un avocat. La première tâche consistait à collecter l'information pour débusquer les dommages, identifier leurs origines et, ensuite, faire pression sur les pouvoirs publics. Chaque groupe a mené la réaction dans son secteur, mais en défiance les variations saisonnières. Par l'échange des informations, les associations anti-kôgai, qui sont près de trois mille aujourd'hui, et regroupent vingt pour cent de la population (soit vingt millions de personnes), ont réussi à tracer une véritable topographie de la pollution. C'était la base essentielle de toute action politique. Car lorsque, enfin, à la suite de l'opinion publique, les formations politiques découvrent la pollution, les députés montrent à la Diète une reconnaissance totale des données du problème.

Deux partis, par leurs structures particulières et leurs fonctions locales, réagissent plus vite que les autres et organisent des campagnes d'analyse : le Komeito (le parti de gouvernement propre, issu de la secte bouddhiste Sôgôkyô) et le parti communiste. Le Komeito avait déjà organisé des centres de discussions des conditions de vie qui prennent alors une grande importance. Le P.C.J., qui, lors de son IX^e congrès (1972), dénonça la pollution « crime social », organisa également des comités par quartiers qui considèrent certains associations. Les communistes obtiennent une grande efficacité populaire à leur action, qui ne débouche pas forcément

En s'élargissant, tant sur le plan du nombre des membres que sur celui des revendications, les mouvements de citoyens ont évolué : la revendication a perdu son caractère local et parfois professionnel ; ce ne sont plus des pêcheurs ou des paysans frappés dans leur travail qui agissent, mais une partie de la population. L'aspect le plus important de cette évolution est le passage d'actions en dénonciation à des actions de prévention afin d'éviter que les nuisances existantes ne se propagent et afin d'empêcher qu'il ne s'en crée de nouvelles.

Les mouvements anti-kôgai ont été, sous bien des aspects, exemplaires d'une nouvelle forme de lutte démocratique au Japon. A leur suite sont apparues, avec la même structure, des associations de consommateurs. En 1970, certaines associations ont organisé un boycottage des appareils de télévision en couleur japonais vendus sur le marché intérieur à des prix supérieurs à ceux pratiqués aux États-Unis. « Chiyon » a, cette même année, organisé un boycottage des cosmétiques japonais en lançant sa propre production. Les associations sont nombreuses.

Un des traits les plus frappants de l'apparition de ces mouvements de citoyens est, sans doute, l'échec des organisations classiques, qu'elles soient syndicales ou politiques, à traduire les revendications de la population. Dans certains cas, ce sont les associations de citoyens qui brisent directement avec les pouvoirs ou les industries dont les produits sont contestés, sans passer par les mécanismes de l'administration.

Si l'attitude du gouvernement n'a pas toujours été modifiée dans ses grandes orientations, il n'en a pas moins dû tenir compte d'un nouveau rapport de forces. Ces pouvoirs populaires ont, en effet, une influence grandissante sur les préfectures et les municipalités, plus sensibles à la pression des électeurs. D'une manière générale, dans un pays qui n'a pas connu de « révolution bourgeoise » et où la notion de droit du citoyen n'a pas été conquise mais imposée par les dirigeants de l'ère Meiji pour servir le développement économique, les mouvements de citoyens représentent une évolution remarquable : en dépassant à l'industrie l'air, l'eau et la terre, les Japonais découvrent la notion de citoyenneté.

(1) Cf. l'ouvrage de Jean-Marcin Pons, la lutte contre la pollution au Japon, la Documentation Française, Paris, 1974.

DUTY-FREE SHOP - BOUTIQUE

MITSUKOSHI

TEL. 073-06.81, 74.31. 49 AV. DE L'OPERA, PARIS 2^e

ARTICLES DE LUXE FRANÇAIS

Parfums, cravates, écharpes, sacs main, bijoux, montres, briquets, stylos, chaussures, chemises, lunettes, etc.

パトリ三越

JOUEZ AU PERE NOËL JAPONAIS !

The magic of Christmas could come from Japan !

Artisanat Japonais

SPECIALISTE DE VOYAGES AU JAPON

MITSUKOSHI TRAVEL

DEPARTS IMMÉDIATS - ÉMISSEUR D'AGENCE DE VOYAGES

100, rue de la Harpe - 75004 PARIS - Tél. 01.42.33.33.33


هكمان الأشمل

ainsi donc content d'apprendre que nous
avons même ouvert un bureau pour vous à
Tokyo. News (Arrets bagages) et El Sol
Hommes d'Affaires (Lettres).

Il est situé à l'intensité de l'Agence
vous pourriez y disposer gratuitement de
machines à écrire, machines à calculer,
secrétaires, bibliothèque de documentation
et des conseils d'un délégué du JETRO
(la Chambre de Commerce Japonaise).

Un texte et des photocopies y sont
également à votre disposition.

Pour en savoir plus sur tous les avan-
tages offerts par le JAL Executive Service,
contactez : Japan Air Lines, 73, avenue des
Champs-Élysées, 75008 Paris, 225.55.01.

 **JAPAN AIR LINES**
Executive Service



POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Sécurité des approvisionnements d'abord

Par JACQUES ANGOUT

Le désastre qui suit l'année dernière la crise du pétrole n'a pas épargné le Japon. Le gouvernement et les entreprises privées ont dû tout d'abord que les problèmes énergétiques appartiennent au domaine de la politique étrangère. Ils se déclarent favorables à une concertation mondiale et proposent des crédits et une aide de 3 milliards de dollars aux pays arabes. Mais très rapidement le gouvernement s'est aperçu que la solution à la crise ne devait pas seulement être recherchée à l'étranger.

Le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) et plusieurs organismes semi-officiels tentent de définir dans de nombreux rapports et autres livres blancs les objectifs d'une politique énergétique intérieure. Deux directions sont finalement retenues : économie d'énergie et diversification des sources d'approvisionnement. Pour l'instant, le gouvernement s'est refusé à imposer des restrictions ; il s'est contenté d'informer les entreprises à la fois des économies volontaires.

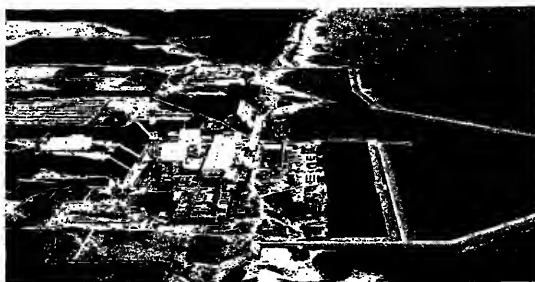
Toutefois, à l'image de la France et des États-Unis, le Japon veut maintenir fixer un plafond à ses importations de pétrole, ce qui implique à terme une politique plus volontariste.

A lui seul, le fort ralentissement de l'activité économique a déjà entraîné une diminution des achats énergétiques du Japon. Selon les prévisions du MITI, les importations de pétrole brut auront diminué de 5,6 % au cours de l'année fiscale 1974 (qui se termine en mars prochain) par rapport à l'année fiscale 1973. Mais cette baisse de consommation n'est pas jugée suffisante par les pouvoirs publics, qui cherchent à préciser les seuils à ne pas dépasser.

Pour réduire la consommation

Pour se parer le MITI a élaboré un plan en trois étapes visant à réduire la demande. Dans un premier temps, une limite serait liée aux besoins de l'industrie, qui consomme 60 % de l'électricité nationale. Chaque branche se verrait attribuer un quota. On s'efforcerait par conséquent d'encourager le rendement des machines, de développer la recyclage des métaux et de rendre leur exploitation plus rentable. La deuxième phase concerne l'usage domestique de l'énergie. Une campagne de publicité recommanderait d'économiser l'énergie, de diminuer le nombre des enseignes lumineuses et de réduire la durée des émissions télévisées. Toutes ces mesures avaient été prises l'an dernier, mais peu à peu abandonnées. La troisième étape, enfin, ne doit pas être en œuvre que si éclate une nouvelle crise énergétique. Elle prévoit l'instauration d'une situation d'urgence accompagnée de nombreux contrôles. Le gouvernement pourrait être forcé d'appliquer rapidement un tel programme. Il doit, en effet, répondre à des critiques de plus en plus vives de l'étranger. Les États-Unis, notamment, doutent du sérieux de la politique japonaise en matière d'économie d'énergie. A plusieurs reprises Tokyo a tenu à souligner que son problème n'était pas tellement la hausse des prix, mais la possibilité de s'approvisionner. Dans la récession actuelle, certaines compagnies japonaises n'hésitent pas à acheter du pétrole au Proche-Orient, alors même qu'elles n'arrivent pas à accumuler leurs stocks sur le marché intérieur. Elles préfèrent le revendre à des pays voisins plutôt que de perdre des litres précieux avec les pays producteurs. Manifestement la politique pétrolière mise au point par le gouvernement Tanaka depuis décembre 1973 donne la priorité à la sécurité des approvisionnements. Ceux-ci sont moins négligés par les pays producteurs, mais aussi par les « majors » américaines.

qui contrôlerait 80 % des importations japonaises de pétrole. Le gouvernement a donc manifesté l'intention de créer une compagnie pétrolière nationale capable de rivaliser avec les grandes compagnies américaines.



LA CENTRALE NUCLEAIRE DE FUKUSHIMA : UNE PUISSANCE DE 440 000 KILOWATTS

Jusqu'à présent, cinquante et une sociétés japonaises, dont Maruzen Oil, Kyodo Oil et Danko Oil, étaient engagées dans des activités directes de prospection et d'exploitation. Le MITI entend restructurer cette industrie pétrolière en s'inspirant de l'exemple de la société ouest-allemande Deminor. Quarante-deux sociétés pourraient prochainement se regrouper sous l'égide de la Société de développement du pétrole (Japan Petroleum Development Co), société financière publique chargée de prêter les fonds nécessaires aux opérations de prospection. Dans la nouvelle J.P.D.C., il n'y aura pas de séparation entre le secteur d'exploitation et celui du raffinage. Elle intégrera les deux activités. La J.P.D.C. devra conclure avec les pays producteurs des contrats de livraison directe. Ses profits seront répartis par l'Etat. A moyen

sur le plateau continental japonais. A 40 kilomètres au large de la province de Fukushima, la compagnie Tokyo Oil vient de découvrir un gisement de gaz naturel au débit de 900 000 mètres cubes par jour. A côté de la nouvelle société, une Banque nationale du pétrole pourrait contrôler l'effort financier de ce secteur. L'Etat prendrait, par son intermédiaire, des participations dans les compagnies privées existantes. La sécurité des approvisionnements pétroliers n'est toutefois qu'un des éléments de la politique énergétique du Japon. Aucune voie n'est négligée dans l'étude des ressources possibles, et les recommandations sont ininterrompues. Le conseil de l'énergie propose par exemple une meilleure utilisation de l'eau. Selon lui, l'énergie hydraulique pourrait fournir 48 millions de kilowatts contre les 28 millions actuels. Il demande

également de multiplier les centrales thermiques installées sur les mines de houille. Le conseil attire enfin l'attention du gouvernement sur la lignite. La charbon ne représente plus que 10 % de la consommation et sa production connaît depuis 1960 une baisse régulière. Cette année marque un retournement de ten-

de sources unitaires. Il s'agit de faire en sorte qu'à l'étranger un tiers de son approvisionnement soit le fruit de capitaux japonais. Mais le principal obstacle au développement de l'énergie nucléaire reste une opposition publique très hostile à la construction de centrales. Les violentes manifestations qui se déroulent chaque fois qu'un site est choisi par les compagnies d'électricité pour l'installation d'une centrale ne peuvent que retarder le programme nucléaire. Certaines compagnies ont pratiquement renoncé pour l'instant à construire ces installations.

Les Japonais, en revanche, sont beaucoup plus favorables à l'utilisation de l'énergie solaire et de la géothermie. En l'an 2000 leur emploi devrait être généralisé. En 1973 a été créé un centre pour la technique solaire à l'ouest de l'île de Hiei et un projet spectaculaire, le programme « Sunshine », a été mis en route. Les recherches portent sur la réalisation d'un système de chauffage et de conditionnement de l'air, ainsi que sur l'acquisition d'un plan de centrale solaire qui fournirait à titre expérimental 10 MW (10 000 kW) en 1980. Une seconde centrale de 100 MW (100 000 kW) est envisagée pour 1985.

A Kyoto va être construit prochainement un centre de développement pour la chaleur géothermique. Une première centrale devrait fonctionner en 1983 à partir de cette énergie. Dans une phase ultérieure, solvants volatils en activité pourraient être utilisés en tant que sources d'énergie. D'après les calculs, il serait possible de produire en 1985 7 millions de kilowatts. Avec l'aide des volcans 48 millions de kilowatts seraient disponibles en l'an 2000.

Mais dans ces domaines encore les experts semblent avoir été trop optimistes. Le coût du programme Sunshine est évalué entre 15 et 20 milliards de francs, mais cette année 40 millions seulement vont lui être consacrés. La politique étatique d'argent rare et cher pourrait compromettre le financement des différents projets d'exploitation des sources d'énergie autres que le pétrole : le Japon sait que les innovations ne peuvent être exploitées que pendant les périodes de croissance.

11 t. tonnes = 1 baril.

BNP

DES DEUX CÔTÉS DU PACIFIQUE

ASIE

TOKYO
HONG KONG
SAIGON
PHNOM PENH
SINGAPOUR
DJAKARTA

AMÉRIQUE DU NORD

SAN FRANCISCO
LOS ANGELES
MEXICO
MANAGUA
SAN JOSE
PANAMA
BOGOTA

AUSTRALIE

SYDNEY MELBOURNE
BRISBANE PERTH
NOUMEA

BNP et DANVA SECURITIES :
HONG KONG
PAN ASIAN FINANCE Limited
771-719, Central Building, Queen's Road Central

BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social : 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris

هنا من المال

(PUBLICITÉ)

A propos du développement du Languedoc-Roussillon...

Le soleil, l'eau, le sable et le vent

En 1976, la station de Port-Barcarès aura aussi un programme hôtelier et un programme résidentiel Lydia réalisés par le groupe Seibu

Bien sûr, de France ignorent encore le Languedoc-Roussillon selon Mme Tautou, responsable en Europe du groupe japonais Seibu.

Fautes avec ses éternes immenses fondus de ciel, ses longues plages blanches de lumière qui se voient dans la mer, le littoral Languedoc-Roussillon est unique en Europe pour sa beauté lumineuse, cette fascination qu'exercent ses trois cents jours de soleil méditerranéen et son architecture de chaleur, de vent, d'eau et d'espace.

« Ceux qui semblent connaître cette région m'ont parlé des moustiques, des arctiques qui y mouraient comptés tous les ans, etc. Or il n'y a pas un moustique dans la région, le littoral Languedoc-Roussillon est unique en Europe pour sa beauté lumineuse, cette fascination qu'exercent ses trois cents jours de soleil méditerranéen et son architecture de chaleur, de vent, d'eau et d'espace.

Il est vrai qu'aujourd'hui l'essor prodigieux et la diversité de ses différentes unités touristiques ont changé le visage de Languedoc-Roussillon tout en gardant la beauté de la nature.

Chacune des unités touristiques correspond aux options originales d'un vaste plan d'inspiration commun et harmonique de dynamisme, de beauté de cadre et d'ambiance nouveaux de notre monde contemporain.

Port-Barcarès, un arrière-pays privilégié

Cette station occupe une place de choix : elle est à la fois proche de Perpignan, des vallées de Roussillon et de la côte Vermeille, et à deux pas des Corbières et de Minervois, ainsi que de Carcassonne, Narbonne et Limoux.

L'été, le regard levé de la gracieuse cité de

agrandi par cet espace qui fait de Port-Barcarès une station originale et qui donne une autre dimension à la vie, peut vite passer à des loisirs « actifs » et d'hiver vers un arrière-pays riche en découvertes.

Il y a d'abord Salses (à 10 km), sa forteresse du XV^e siècle, des sources salées, son petit vin blanc le « Macabeu ». Il y a le Canal du Midi, les belles falaises de la Montagne Noire, des Colibères au de Quillan, les châteaux, les castels féodaux, les tours et les remparts. Il y a le chemin de Grignan (45 km), pittoresque village de pêcheurs, et la superbe montagne de la Clape avec son étonnant cimetière marin et sa sommité Notre-Dame-des-Azules, chapelle des parents, ou l'abbaye de Foixtrille fondée par Arnaud I^{er}, vicomte de Narbonne, à la fin du XI^e siècle et admirablement restaurée.

Tout cela pour celle retrouver Port-Barcarès, l'eau, le sable et le vent, et des loisirs autres mais tout aussi variés.

Une cité lacustre et marine originale

Véritable pays lacustre, l'étang de Leucate-Barcarès est un plan d'eau de 3.000 hectares, et Port-Barcarès est la première ville station des sports de mer. L'architecture a tiré le plus grand parti de l'aménagement mixte sur la mer et l'étang.

L'unité touristique de Leucate-Barcarès comprend, outre ses plages, deux ports maritimes de plaisance qui se font la station privilégiée de nombreux. Il est vrai que Port-Barcarès, ce catina « le refuge des bourgeois », vit par et pour la mer et l'eau : ses Clubs Méditerranéens de Nautisme, son Club Nautique permettent la pratique de la voile et de la plongée et offrent des cours de voile et de plongée complétés par un enseignement perfectionné, plus un village nautique, des régates, des locations de bateaux (débarcadères) mais ce peut aussi pratiquer le tennis, et faire de longues promenades à cheval ou à pied le long des plages ou dans les plantations ombragées, car on a voulu préserver les plages et les lieux de villégiature que ce n'est pas le réseau routier.

Mais il fallait attendre l'arrivée d'un groupe japonais Seibu, dirigé par son femme, la fille du fondateur du groupe, pour donner encore un peu de vie à cette station.

Séduite par la beauté et la richesse de la nature, elle a demandé pourquoi l'autre français ne des pays voisins de la France s'y séjournent pas davantage plutôt que de se rendre en Espagne ou pour trouver en car de sable sur la Côte d'Azur.

La réponse a été simple : « Force qu'il n'y a pas d'hôtel ». Elle a demandé la même pour laquelle il n'y avait pas d'hôtel. La réponse a été aussi simple que la première, parce qu'il n'y a pas suffisamment d'activités pour venir au bord.

- 1) Un emplacement de choix sur le littoral de Roussillon
- 2) Un acquit déposé par les sables pour vos plaisirs...
- 3) Du studio en 4 pièces, en grand standing

On attendait donc quelqu'un qui fasse le premier pas ; c'est ainsi que la décision de Seibu fut prise pour y investir.

« Quand je pense qu'il n'y a plus un seul mètre carré de terrain non utilisé chez nous au Japon, cela doit trop étonner de ne pas faire connaître aux gens cette région si riche en toutes ses ressources.

Kazuo Tautou a pris l'union pour demander au siège du groupe Seibu à Tokyo son accord sur cette décision d'investissement et elle l'a obtenu ainsi que celui du Gouvernement japonais.

Lydia, résidence et hôtel de grand standing

En cœur de Port-Barcarès il y avait la Lydia, poétiot déposé par les hommes sur le sable depuis 1967, après avoir parcouru les mers du Sud avec à son bord la société des années 30...

La Lydia, cœur vivant de la station, s'est maintenant transformée, grâce à l'initiative de Seibu, en un lieu de vie moderne et de gastronomie du Languedoc-Roussillon. Il comporte maintenant deux restaurants, l'« Indes », de style 1900 et à la carte prestigieuse, le « Crème », au décor moderne, des bords et une boîte de nuit. Mais la Lydia offre surtout une salle de jeux diversifiés comprenant des tables de Black Jack, de baccarat, chemin de fer et de roulette, et deux salles réservées à la boule, qui font de la Lydia le prestigieux dérivatif des paradis de jeu.

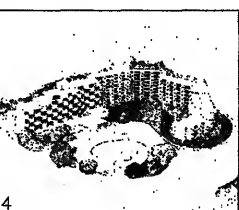
Tout près du Lydia il y aura, à partir de l'été 1976, un complexe résidentiel et hôtelier de classe internationale avec piscine. La première pierre de la construction a déjà été posée en septembre.

Les amoureux des lumières et des plaisirs de ce papillon de nuit qu'est la Lydia pourront donc désormais trouver, juste sur le bord de mer, un hôtel luxueux de quatre étages et de deux cents chambres entourées de verdure, avec son bar et son pizzeria hollywoodienne. Et pour l'amateur de la liberté et de l'indépendance, car l'hôtel est complété par des résidences particulières comportant des appartements de grand standing, allant du spacieux studio ultra-moderne aux deux-pièces, trois-pièces et autres de quatre pièces et grand confort. L'ensemble comprend encore des parkings réservés et offre au public privé ses installations sportives, sa Casita et ses restaurants, ainsi qu'il le belle plage où le Lydia est échoué, avec ses diverses installations complémentaires telles qu'une plage privée surveillée et des jardins avec leur d'arbres.

Un investissement réfléchi et fiable

Ce programme, dicté par une maîtrise coordonnée et en harmonie avec le centre de la station, tient compte de toutes les exigences du futur propriétaire. Celui-ci peut prendre connaissance des plans d'aménagement pour connaître quels sont les équipements collectifs prévus, quel sera son voisinage, quel environnement naturel a été prévu, quels services existent, la décision d'investir. Il saura donc que le complexe hôtelier et résidentiel Seibu-Lydia répond à une conception architecturale d'ensemble et ne présente pas différentes unités d'être pénalisées par le soleil, protégées du vent et tournées vers la mer ou la verdure, et préservent l'intimité de chacun et réservent un accès immédiat à la plage.

Une opération de grande envergure telle que l'aménagement du Languedoc-Roussillon est déjà d'emblée une garantie de sérieux, car elle repose toute sécurité



4) Une oasis de rêve face à la mer.

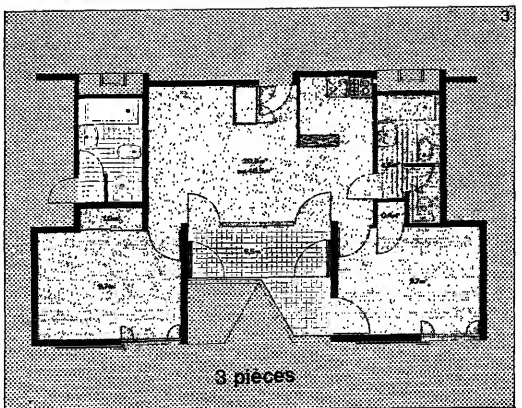
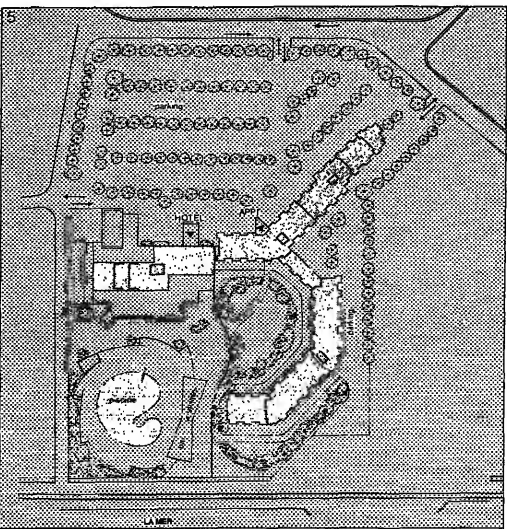
individuelle en matière de construction et offre un modernisme digne de notre époque. Un esprit jeune d'espace et de soleil ne peut qu'apprécier ce qui se passe à l'heure actuelle ce plaisir pour le littoral Languedoc-Roussillon. Tous les renseignements sur le programme hôtelier et immobilier Seibu-Lydia vous seront fournis en écrivant à SEBU, 15-17, chaussée de la Muette - 75016 Paris.

Quelques renseignements utiles

Aménagement du Barcarès : S.E.M.E.T.A. (Société d'Économie Mixte d'Études et d'Aménagement), Palais Consulaire, quai De-Lattre-de-Tassigny, 66 PERPIGNAN (tel. 34-76-62)

Durée du trajet Paris-Perpignan - Liban par Air Inter	1 h. 20
Durée du trajet Paris-Perpignan par T.E.E. avec changement	9 h. 10
Durée du trajet Francfort-Perpignan par avion (avec changement)	2 h. 30
Durée du trajet Francfort-Perpignan par train direct	14 h. 33
Durée du trajet Genève-Perpignan par avion (avec changement)	2 h. 20
Durée du trajet Genève-Perpignan par T.E.E.	6 h. 51
Durée du trajet Copenhague-Perpignan par avion (avec changement)	3 h. 20
Durée du trajet Copenhague-Perpignan par train avec changement	26 h. 50
Durée du trajet Hambourg-Perpignan par avion (avec changement)	2 h. 55
Durée du trajet Hambourg-Perpignan par train direct	20 h. 20

5) Une répartition harmonieuse de l'espace.



Roussillon - Port-Barcarès

PARIS

LE RETOUR
DE
L'IRRATIONNEL

CINEMA POLITIQUE

La crise et ses démons

craintes des bénéficiaires de cet ordre. Dans leur confusion et leur égarément, les sants, qui ignorent l'autocritique, négligent de mettre en cause la logique et les principes de leur système ; ils cherchent ailleurs des raisons, toujours « imprévisibles », pour expliquer leurs difficultés. La tentation est grande alors de miser sur les raisons occultes, sur les magie, sur l'irrationnel : la carni-

« Je ne suis ni républicain, ni catholique périodiquement pour justifier mes différends (Cf. « La grande crise », dans notre numéro précédent).

À la faveur de la crise actuelle, ce goût de l'explication magique fleurit donc tous les doministes. Les hommes politiques du pouvoir, d'habitude si lucides, se laissent aller à des explications simplistes, à des affirmations sans valeur, à des invocations du surnaturel, à des affirmations de la survie des procès de sorcellerie. Ils qualifient alors les graves « et » actions démocratiques » (1) et mettent en garde contre les « vices » des « démons » (2). Les « médias » se chargent d'orchestrer le salubrité et de donner à ces explications un caractère scientifique. On se rappelle, par exemple, no cours d'un journal du soir (3), à présent consacré à une information objective sur un personnage (M. Uri Galles) capable de résister à la torture, que l'on a dit : « Ce n'est pas un homme ordinaire, mais un homme extraordinaire ». On a dit aussi : « Ce n'est pas un homme ordinaire, mais un homme extraordinaire ».

Le premier à s'inscrire dans cette tradition est l'Exorciste (de W. Friedland). Le prêtre à son tour emboîte le pas et annonce à la fin de son livre : « Je ne suis pas un homme ordinaire, mais un homme extraordinaire ».

Tout cela semble confirmer, en ce début d'une crise majeure du capitalisme, en retour sa force de l'irrationnel comme explication mystificatrice de phénomènes que la bourgeoisie ne contrôle plus. Le cinéma, bien entendu, participe pleinement à cette confusion malsaine; aussi nous o-t-il semblé édifiant, mais cette fois de luites, d'interroger un certain nombre de fils qui contribuent, par leurs considérations certes banales, à renforcer la croyance en des puissances obscures qui, indépendamment de toute considération économique et politique, seraient en mesure de bouleverser l'histoire.

J. R.

- (1) Déclaration de M. Roger Chissaud, secrétaire général des républicains indépendants (cf. *le Monde* du 7 novembre 1974).
- (2) Déclaration de M. Jacques Chirac, premier ministre (cf. *le Monde* du 20 novembre 1974).
- (3) L.N.F. 2, le vendredi 15 novembre 1974.
- (4) *Nordstern*, 7 novembre 1974.

Le démon qui est-ce ?

«...Comment espérer que se poursuive l'humanitarisme de commande dont s'habillaient nos exactions? Dieu, à en reprendre de la force, s'enfermerait-il par existence, ce ne présume rien de meilleur qu'un retour de son passé funeste. » (Lacan.)

O N a présenté *L'Exorciste* comme un super-film d'épouvante. Aux États-Unis, les spectateurs (ou spectatrices), paraît-il, se trouvaient mal par centaines. Qu'est-ce qui fait donc si peur dans ce film ? La méchanceté, les apparences repoussantes du démon, le crescendo des ravages qu'il opère ?

[illegible]

Et, par exemple, est-ce fortuitement que la mère de la possédée, actrice de cinéma, est montrée jouant, dans un film contestataire (ou sur la contestation étudiante), le rôle d'un professeur libéral ? Est-ce sim-

piement pour créer une atmosphère que la première partie du film nous promène du haut en bas de la société (*skums* ou vit sordidement la mère du Père Karras, campus, surprise-partie mondaine chez l'actrice, etc.) et n'y montre qu'agitation superficielle, misère, blâsancement, ennui, doute ? Et est-il sans signification que, de la famille visitée par le démon, justement, le père soit absent ?

[illegible]

(Photo Giroudon.)
PAZOUZOU, DEMON DU VENT DU SUD-EST ET
DE LA FIEVRE DANS LA MYTHOLOGIE
ASSYRIENNE.
Naturalisé américain dans l'Exorciste.

convulsions du corps social sont démoniaques. Qui, en effet, à l'image de la possédée, s'exhibe obscènement, parle une langue ordurière ? « L'autre Amérique » : celle du refus et du désir, de Jerry Rubin, des Black Panthers, etc. *L'autre*. Alors, voilà : ce qui fait défaut, c'est la foi, et ce qui manque, c'est la foi.

Le Ku-Klux-Klan devrait aimer ce film. Et c'est ce qui, en vérité, devrait faire peur.

PASCAL BONITZER.

« Surenchérir » en vase clos

Il écinéma fantastique comme quelques figures de la légende particulièrement terrasses, au premier rang desquels se place Frankenstein, le monstre créé au premier chapitre de *Dracula*. Peu de temps après un *Dracula* vit toujours à Londres, et avant la sortie du sien (*Du Sang pour Dracula*), prévint manifestement pour janvier prochain, Paul Morrissey propose *Chak* pour *Frankenstein*. Les *Frankenstein* ont été le thème de la série de Mary Shelley ou début du dix-neuvième siècle, resurgit de temps à autre sur la scène depuis 1935 (le premier de la série, réalisé par James Whale, avec Boris Karloff dans le rôle du monstre, est de 1931). Le plus grand des vertiges à côté du simple est *Frankenstein*, qui tant bien que mal combine, prométhéen d'un nouvel avenir.

Voici donc le dernier en date, programmé non sans quelque tapage : il est en relief (si l'on veut bien chausser les lunettes en plastique distribuées à l'entrée) et ne lésine pas, ainsi nanti de la troisième dimension, sur les effets du viscéral et d'hémoglobine.

Tourner le dos à la veine classique, l'opération tient un peu de la greffe, la cote d'ériliste underground que Montyassès s'est acquiescées auprès d'Andy Warhol, avec la trilogie *Flash-Heat-Treash*, venant rebondir sur un bon vieux thème qui a déjà fait ses preuves. Celui-ci, goût du jour oblige, épêt bien sûr sexualisé. Les perspectives du relief parechère le recollage, épêt supplémentaire qui tente d'expliquer l'absence de la sculpture, qui Inquiète (va-t-il nous entamer ?), gâche l'arrange qui tire résolument l'affaire du côté de l'attraction, du phénomène de la force. C'est peut-être par là, à la rigueur, que le film est populaire, comme le pré-

L'ENTREPRISE, au reste, mise sur les olives horribifiques/comeuses, jouant sur deux tableaux à la fois. D'une part on exhibe les chairs sangolantes, prélevées, découpées, recousues, mises à mal, et de l'autre on donne à la chose un air de fête, de banquet, de festin, en somme, qui fait passer le poison, permettant aux spectateurs de s'y retrouver, de se récupérer dans un rire salvateur. On escompte vraisemblablement, en rabattant l'histoire sur sa face orgueilleuse, se la prendre au sérieux, combler un manque en lui blastant le fantasme tout content de se mettre sous la dent, relief adiant, cette pétrole excrémentielle dernier cri.

Cette focalisation sur la chair s'accompagne d'une singulière réduction, l'action étant, presque toujours, soigneusement délimitée dans le temps. Le châtiment du baron Frankenstein est ainsi complétement privé d'effet, coupé de tout contexte. Nous sommes loin des rapports qui, dans les premières adaptations, se tissent entre le châtiment, son monstre et les villageois alentours puis loin encore de l'orance quasi pieusement qui caractérisait le roman. Ici, tout se joue derrière du hauts murs, entre le laboratoire féreux du baron nécrophile et l'une page, l'autre page de l'habillage des personnages décadés et la chair, la chair de ce qu'on appelle le monstre, le monstre de sa lanne mynophone, y compris la boucherie finale, où les corps s'ouvrent et s'entassent.

EN fin de compte, *Chair pour François* sacrifie à sa manière à cette vague du huis clos destructeur tourmenté autour d'une obsession (d'une monomanie, comme on disait au dix-neuvième siècle), le style *Grandeur nature*, *Break up* ou *Dilinger* est mort. Il s'agit d'ordonner l'intrigue dans une poche pathologique, afin de mieux donner libre cours à ses fantasmes d'esthète décadent, le luit, en l'occurrence, de la matière contre la forme.

DANIEL PERCHERON

Superstitions écologiques

LES cataclysmes ont aussi leur mode, que le cinéma fantastique se plait à cultiver. Dans les années 50, celui-ci accéda d'un terreur dominante : le péril atomique. Depuis quelque temps (surtout après l'œuvre-limite de Stanley Kubrick, *Le Docteur Folamour*, 1963), il semble que ce danger ne fasse plus recette et que le public croie de moins en moins à l'imminence d'une destruction nucléaire. Ainsi, une autre panique, « la terreur écologique », plus diffuse et

plus concrète, a-t-elle pris le relais. Contrairement à la précédente, qui parvenait mal à se dégager de sa gangue politique, cette nouvelle peur a bonne conscience. Elle se définit comme problème académique, dû au « faunus », situé au-dessus des classes, des partis, des régimes. Un exemple : dans *Terre brûlée* de Cornel Wilde (1978), qui a détonné dans l'Angleterre de 1975, le monde entier se trouve confronté aux alertes écologiques ; les pays socialistes ne sont

pas épargnés et le gouvernement chinois va jusqu'à bombarder toutes les villes pour réduire de moitié une population qu'il ne parvient pas à nourrir.

Alors, sous le titre "Les films récents qui évoquent les préoccupations écologiques", nous a permis de constater que, sous le prétexte d'une mise en garde contre les phénomènes actuels, liés à la société de consommation (pollution, surpeuplement, destruction de l'environnement), les cinéastes américains font souvent appel à des thèmes archaïques : ils représentent en les dépeçant, à peine, les vieilles superstitions du monde chrétien qui traduisaient les paniques et les angoisses médiévales. Nous aurons de la sorte pu constater

combinent les valeurs on anti-valeurs du satanisme et de la démonologie respectives. Les serpents et les crapauds veulent résolument modernes et même futuristes. Frogs (G. Mc Cowan, 1978) et Snakes (B.L. Kowalski, 1978) sont des groupes de rock américains. Les techniques qu'ils racontent respectivement que seuls les crapauds et les serpents résisteront à la montée de la pollution (l'homme ne pourra pas multiplier) !, est troublant de relever que ces animaux (utiles d'ailleurs dans le titre pour leur force symbolique) sont en fait les seuls à persister dans la faune écotoxique; ils sont tout à tour l'expression de la pollution, de la pollution elle-même de Satan. S'ils résistent à la pollution c'est donc, nous faudrait-il induire, parce qu'un pacte démoniaque

Dans un registre différent, le film qui est le mieux parvenu à entrelacer la tradition satanique et les problèmes contemporains de pollution est *Sodom (1969)* de Pier Paolo Pasolini. Le grand succès public démontre d'ailleurs que l'intrigue déborde le cadre symbolique que conventionnellement la science-fiction. Située dans le New-York de la fin des années 1960, la ville de Sodom a vu la nature disparaître et dans lequel la pénurie est absolue; la ville est asphyxiée par le surpeuplement, les habitants sont nonamment réduits (des femmes sont des meubles, les intellectuels les livres). Les habitants sont réduits à se livrer au cannibalisme pour survivre. Le film parvient à se nourrir qu'avec de toutes petites galeries d'une mystérieuse dentelle :

se soyient vengus ». La recherche du secret de fabrication de cette dernière constitue l'enjeu fictionnel du récit.

Le héros (un policier) parvient à la découverte d'un monde souterrain que nous surprend guère. Ces galeties, asymes, en effet, sont faites avec des cadavres humains, dernière matière alimentaire existante. En exploitant les débris humains, le monde souterrain se nourrit (dévoiler des cadavres), ce film évoque un des fantasmes les plus archaïques; celui d'un corps se nourrissant de ses propres déchets.

Cette histoire volontairement répétitive et insensée culmine double le film d'une dimension sacrilège, celle d'une gigantesque messe noire où l'on communique aux habitants des galeties l'essence des hommes.

L'analyse plus fine d'un autre réseau de signes (onomastiques, toponymiques) nous permettrait de mieux circonscrire la dimension magique de cette fiction écologique ; depuis le nom même du héros, Thorn (épine), qui, au-delà de l'idée d'obstacle et de révolte, contient une évidente référence christique, jusqu'à la désignation du lieu, au premier chapitre, « l'île de Simon » (fils de Simon), qui est une flagrante allusion à la figure de Simon le Magicien, l'auteur tisse une trame qui tient davantage de la tradition de l'irrationnel que de la logique de la

An terme de ce rapide survol de quelques films d'alerte écologique, il nous apparaît clair que l'alibi humaniste contenu dans le projet d'avertir le monde des cataclysmes imminents fonctionne de fait comme un terrorisme puisque c'est aux puissances infernales échappant à tout contrôle scientifique, que l'on attribue la pénurie, la pollution et le surpeuplement.

Par leur refus d'envisager une solution politique, ces films sacrifient au culte de l'irrationnel. Ils se bornent à mouler des combats d'aujourd'hui dans le cadre suranné du Bien contre le Mal. Ils réclament en somme des Croisés, des martyrs pour conjurer les démons ; le surnaturel seul, selon eux, peut prendre le relais du politique, pour restructurer une nature disloquée.

NOELLE DE CHAMBRUN
et IGNACIO RAMONET.

A Paris,
près de la place Clichy

LE MONTMARTRE

22, 24, 26 av. de Saint-Ouen, 18^e

du studio au 5 pièces
PRIX FERMES

ZANNETTACCI.
15 avenue Matignon Paris 8°
Tél. 359.98.32

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Huîtres, Bouillabaisse.
Poisons beurre blanc, Gâteaux
Ouvert 72 les jours. Terrasse chauffée
20, rue Gazan (Face Montsouris)
582-35-52

Salle pour banquets, 10 à 40 couverts

Politique et littérature

La classe ouvrière dans le roman italien

Par PIERRE LAROCHE*

S'il a classé ouvrages faits sans entrée dans la Bibliothèque française en 1885 avec *Germinal*, on peut estimer que le premier roman italien qui ait été publié de façon régulière fut *Trois opéras* (*Trois opere*), écrit en 1790-1891, publié en 1894. Sans être un roman, ce livre est une œuvre de décalage et au risque de suggérer une explication un peu mécaniste, rappelez-vous qu'il s'agit d'un ouvrage de 1890, l'industrialisme en début de siècle produisant l'italien la même part que l'agriculture.

Pourtant, on peut difficilement passer, pour un roman nouveau et couronné de succès, de travers le roman. C'est positif, à travers le

portait de trois ouvriers balaisés par des pistons à cloches qui sautent en dehors du monde de la production, l'exposé de la condition ouvrière, sans qu'apparaissent les motivations profondes de cette condition.

Après l'opéra, il y a encore pas moins de sept heures de temps le seul roman italien qui entre dans l'usine. Certes, dit l'auteur suivante, avec *Il capo fabbrica* (le Patron de l'Usine), Ellen West, *Il lavoro* (le Travail), *Il lavoro di un steller*, réalisation familiale, et même individuelle. Mais elle est présente uniquement comme enjeu de rivalités de clans, pas comme lieu de lutte de classes. L'usine est là, c'est la classe ouvrière qui est absente.

Une fascination inquiète

[illegible][illegible]

Pavese ne se pose pas la question au sujet de précision. C'est par rapport à l'action qu'il cherche à fixer sa position d'intellectuel : dans *Clas Marino* (*Sahat Marino*, rédigé en 1922-1923), Massimo le journaliste se veut un homme d'action, un homme d'être au monde », non parce qu'il était jaloux du rôle historique de la classe ouvrière, mais parce que « ces êtres trouillards, égarés/aveuglés, qui se débattaient dans la nuit », dans *Clas Marino*, dans diverses nouvelles, dans *Il compagno (le Camarade)*, la classe ouvrière est bien présente de l'œuvre de Pavese. Massimo

Comprendre ce qui se passe au-dessous

[illegible]

ce passe au-dessous

de Metello se voit vivement reprocher d'accepter pour son premier travail un salaire inférieur aux autres. Mais la prise de conscience politique à la fin de la guerre le ramène à la situation qui venait d'être discutée : discussions et explications de la part des compagnons, dénonciation des conditions de travail, expériences de l'exploitation et de la grève, manifestations, découverte de la solidarité jusqu'à ce qu'il prenne conscience de sa responsabilité et de son rôle dans le mouvement ouvrier technique sur ce moulin où les ouvriers et les faiblesses de l'Europe pour un moment se retrouvent.

Il y a une note d'ordre dans cette longue discussion : la nécessité de se battre, d'être toujours et partout, dans les usines et mines socialistes, mais, à travers l'effort de détermination du réalisme, de comprendre les structures profondes de la société, de saisir les forces qui jouent la littérature. C'est ainsi que Salnati, dépassant le neo-réalisme et le marxisme, se livre à une réflexion de la libération pour attirer de nouvelles catégories de lecteurs, pour dépasser la limite de la littérature et du neo-réalisme, d'il-lui, croire à l'existence d'un monde au-delà du réel, au contraire, selon lui, Metello est un personnage construit dans son univers, un personnage qui n'est pas un personnage cohérent.

Cet effort pour aller au-delà d'une simple description des conditions de vie et des conséquences sociales et économiques du capitalisme est ce qui guide Calnati dans son œuvre.



Face aux réalités nouvelles, une prise de conscience tardive chez les écrivains

[illegible][illegible]

Un écho nouveau dans l'imagination

D'ONG, depuis Bernart, la question des rapports entre la littérature et les conséquences sociales du développement de la culture, de la culture même. Lentement, la classe ouvrière, si elle ne va pas au paradis, sort de l'enfer.

Quand à la réflexion sur la littérature, elle n'est pas non plus profondément changée par l'entrée de la culture dans la littérature. On pourrait dire que, jusqu'au début des années 60, c'est l'inconscience qui domine la réflexion sur la littérature, compte des réalités nouvelles. C'est après seulement qu'on assiste à une prise de conscience de la littérature, des nouvelles et des problèmes qu'elle pose à la littérature. La question des rapports entre la littérature et la culture, qui découle de l'industrialisation du pays, reste au plan objectif, passe de la culture à la littérature, de la littérature à la culture. La réflexion sur la culture entre littérature et industrie devient une question littéraire, la question de la culture devient une question de la littérature italienne. De façon plus précise, la réflexion sur la culture devient la discussion sur le réalisme, en cours depuis 1920-1930 et relancée par la

parler de script plutôt que de récit), le recours au mythe et au grotesque de le part de Calvino ou, pour remonter aux sources, la syntaxe dépeignée de Bernarri témoignent, à travers l'élaboration de formes nouvelles, de la prise de conscience d'une réalité nouvelle. Mais il fent bien reconnaître que, plus de trente ans après *Tru operari*, il reste bien des manifestations de littérature naturaliste, strictement

Dans le débat qui s'engage — et qui est loin d'être achevé — ininterrompues des critiques de diverses tendances et aussi des écrivains qui se livrent à des jugements parfois très personnels, une question générale de la place de la littérature dans la vie sociale, sur les rapports de celle-ci avec la culture, se pose. C'est leur pratique de romanciers : on peut dire Luigi Davi, Ottolenghi, Calvino, Vittorini, qui ont été, à l'égard de la culture, conjointement par ces deux derniers, une sorte de premier plan dans la vie culturelle italienne. C'est à Vittorini qu'Asensio pose en 1951 la question qui, récemment, a fait le point sur le rôle de la littérature dans la vie sociale, engage son avenir : « Comment les choses nouvelles parviennent-elles nous, romanciers aujourd'hui ? Comment les choses nouvelles parviennent-elles à nos contemporains ? Comment les choses nouvelles parviennent-elles à nos contemporains ? »

C'est le cas pour Giovanni Arpino, avec *GH anni del giuoco* (*L'Age de raison*) : Ugo, son héros, travaille à Turin mais vit à la campagne où le roman se passe entièrement. Le roman fait écho à la nouvelle réalité dont parlait Vittorini, mais reste à mi-chemin entre la tradition rurale et ce qui va devenir la « littérature dell'azienda », la littérature de l'entreprise. En particulier, Ugo n'est jamais vu à l'usine. Nous ne connaissons de son travail que ce qu'il en dit à sa femme, à son beau-père, à ceux qui

Avec Ottieri, on peut parler de littérature de l'entreprise. Certes, le narrateur-protagoniste de *Donnarumma all'assalto* (les Grilles du Paradis) n'est pas un ouvrier mais un psychotechnicien chargé de l'emploi dans une entreprise nouvellement créée dans le Sud. Commandant l'essentiel de l'intrigue,

se déroule au sein de l'usine et on décrit non seulement les étaliers, les machines, mais les différents salaires et un certain nombre de leurs problèmes. Mais, si le récit se situe dans l'usine, le point de vue reste extérieur, un tantinet esthétique, faisant admirer la couleur des machines, les jeux du soleil sur les bâtiments modernes au-dessus de la mer, l'agilité des doigts des ouvriers de l'atelier de montage, quelque peu paternaliste à l'égard de ces paysans ou ébénistes qui cherchent

[illegible]

Castellana, avec la Paloma, cherchant à mettre à réaliser un roman politique. Le récit, consacré à l'activité d'un groupe anarchiste, montre les conditions de vie dans les milieux ouvriers de la région de la Campagna, le centre de l'action, la vie de sa femme, les contacts politiques avec des intellectuels. Il s'agit cependant d'un roman à l'écriture assez pauvre, sans beaucoup de *« punch »*. Le roman est proche des *Amici del giudizio* d'Arpino. La principale recherche formelle consistant à faire varier le point de vue à travers les changements de narrateur, on se dit que dans ce roman, l'écriture ressemble chez Arpino ou, de façon bien plus systématique puisqu'il s'agit d'un changement d'auteur, dans *Prospettive* (Grand Fut), de Pavese et Bianciardi.

Dans cette littérature d'entreprises, un roman répondra-t-il plus qu'à d'autres à l'exigence définie par Villorini de « *monstrare con l'impatazione* » ? C'est ce que nous allons voir dans *Albino*, de Paolo Volponi. Il s'agit tout d'abord d'un roman d'entreprise, au sens du sentimentalisme paternaliste qui a toujours existé, mais qui n'a rien de tant de l'attribution. Il ne la ramène pas au propre technique, comme le fait le roman d'ingénierie, mais à la morale. En effet, Albino Saluggia, le héros du roman, présente en début de tous ses caractères. Un patricien, un homme d'ordre, un homme de bien, il est le fils d'un grand industriel. Dans le récit, de cette salutation au sens psychologique : elle est représentative de l'attribution.

Ce roman, qui commence comme le récit d'une personne, s'achève en démonstration de la morale par le contact avec l'action propre.

Les ouvriers ne sont donc que tardivement protagonistes de roman et de littérature. Ce n'est qu'après la guerre, et rarement. Beaucoup de ceux qui ont affronté cette question sont restés confinés au rang d'écrivains « mineurs ». C'est-à-dire que l'existence d'un prolétariat en Italie n'a pas encore donné lieu à une littérature nouvelle, par son contenu et par sa forme. Volpomi annonce peut-être cette littérature, par le rôle d'éducateur qu'il joue, dans son roman *mais Mémoriale*, depuis 1969, est resté sans succès.

PRINCIPAUX TITRES TRADUITS EN FRANCAIS

DILENCHIA (Gomano) : *Récluse* (trad. M. Buzze), Gallimard, Paris, 1969.
CALVINO (Italo) : *Aventure* (trad. M. Javon), Paris, Ed. du Seuil, 1960.
OTTIERI (Ottiero) : *Les Grilles du Paradis* (trad. H. Pasquier), Stock, Paris, 1962.
PARISE (Goffredo) : *Le Pabon* (trad. M.-A. Revellat), Stock, Paris, 1966.
PASOLINI (Pier Paolo) : *Une vie violente* (trad. M. Brezman), Buchet-Clarendon, Paris, 1961.
PAVSE (Cécile) : *Le Camarade* (trad. P. Laroche), Gallimard, Paris, Nuit de l'été (trad. P. Laroche), Gallimard, Paris, 1972 et Saint Martin, Paris, 1973.
PRATOLINI (Vasco) : *Une histoire italienne* (trad. J. Bertrand), Albin Michel, Paris, 1964.
TESTORI (Giovanni) : *Le pont de la Gioia* (trad. M. Javon), Gallimard, Paris, 1961.
VITTORINI (Elio) : *Conversation en Sicile* (trad. M. Arnaud), Gallimard, Paris, 1969.
VITTORINI (Elio) : *L'Œillet rouge* (trad. M. Arnaud), Gallimard, Paris, 1964.
VOLPONI (Polo) : *Pauvre Albino* (trad. M. Javon), Grasset, Paris, 1959.

